

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2290

[2009/202759]

30 AVRIL 2009. — Décret portant diverses modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, au décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, au Code de l'Eau, au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, à l'Eco-Bonus et prévoyant une habilitation au Gouvernement pour codifier la législation fiscale wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision*

Article 1^{er}. Dans la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, il est inséré un article 1^{er}*bis*, rédigé comme suit :

"Art. 1^{er}*bis*. § 1^{er}. Les délais mentionnés dans la présente loi sont calculés conformément aux articles 52, alinéa 1^{er}, 53 et 54 du Code judiciaire.

§ 2. A l'égard du destinataire, les délais mentionnés aux articles 9, § 3, alinéa 1^{er}, 28, § 1^{er}, alinéa 4, et § 3, alinéa 5, de la présente loi, qui commencent à courir à partir d'une notification sur support papier, sont calculés depuis la date d'effet de la notification, à savoir :

1° soit le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu, lorsque la notification est effectuée par pli judiciaire ou par courrier recommandé avec accusé de réception;

2° soit le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire, lorsque la notification est effectuée par pli recommandé ou par pli simple.

§ 3. Lorsque la présente loi, ainsi que les arrêtés pris pour son exécution, évoquent les compétences de fonctionnaires du service désigné par le Gouvernement wallon pour assurer le service des redevances visées par la présente loi, ces fonctionnaires peuvent faire partie aussi bien du personnel statutaire que du personnel contractuel de ce service."

Art. 2. A l'article 9, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "dans un délai d'un mois à dater de son envoi" sont remplacés par les mots "dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article 1^{er}*bis*, § 2,".

Art. 3. A l'article 28 de la même loi, modifié par l'article 28 du décret 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"La réclamation doit être présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les six mois de la date d'effet de la notification de l'avertissement-extrait de rôle, telle que calculée conformément à l'article 1^{er}*bis*, § 2. Toutefois, pour les redevables qui contestent la redevance tout en l'ayant acquittée, soit spontanément, soit sur la base d'une invitation à payer, la réclamation doit être présentée, sous peine de déchéance, au plus tard dans les six mois, soit de la date du paiement spontané, soit de la date ultime de paiement visée aux articles 7, 9 et 10."

2° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

"Les redevances non contestées dans ce délai sont présumées dues et la taxation est présumée régulière, sauf demande de dégrèvement fondée sur le § 2."

3° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sauf lorsqu'une réclamation recevable a été précédemment déposée et que la demande de dégrèvement repose sur les mêmes éléments et motivations que cette réclamation, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des redevances représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, résultant d'une application inexacte des dispositions de la présente loi afférentes au calcul du montant de la redevance dûe, telles que notamment les erreurs matérielles, les doubles emplois, les défauts de prise en compte d'une exonération ou réduction de redevance éventuellement applicable, l'apparition de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par le service désigné par le Gouvernement ou signalées par le redevable à celui-ci :

— soit dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la redevance est établie, dans le cas des redevances ayant fait l'objet d'un enrôlement;

— soit dans les trois ans après la fin de la période visée à l'article 7, dans le cas des redevances perçues sans avoir fait l'objet d'un enrôlement.

Il est accusé réception au redevable en mentionnant la date de réception de la demande de dégrèvement."

4° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. En cas de rejet de sa réclamation ou de sa demande de dégrèvement, ou à défaut de décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement dans les six mois à dater de la réception de la réclamation ou de la demande de dégrèvement par ce fonctionnaire, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre la décision de ce fonctionnaire ou, à défaut de celle-ci, contre la taxation."

Il est introduit par requête contradictoire ou par citation dirigées contre la Région en la personne du Ministre-Président. Les articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire sont applicables à ce recours judiciaire.

Une copie de la décision du fonctionnaire doit être jointe à chaque exemplaire de la requête ou de la citation, à peine de nullité. Lorsque le fonctionnaire désigné par le Gouvernement n'a pas encore pris de décision, une copie de la réclamation ou de la demande de dégrèvement et une copie de l'accusé de réception doivent être jointes, à peine de nullité.

Le délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de trois mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office conformément à l'article 9, § 3, alinéa 2.

Lorsque le recours judiciaire est introduit en l'absence de décision sur la réclamation ou sur la demande de dégrèvement après l'expiration du délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement est dessaisi."

5° au § 4, les mots "d'une demande de remise," sont supprimés;

6° au § 5, les mots "de demande de remise," sont supprimés.

Art. 4. L'article 29 de la même loi, modifié par l'article 29 du décret 27 mars 2003, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 29. La prescription du recouvrement de la redevance, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de :

— leur date d'exigibilité telle que celle-ci résulte de l'article 26, § 3, pour ce qui concerne les redevances, éventuellement majorées en application de l'article 18, et les amendes fiscales;

— leur date d'exigibilité, pour ce qui concerne les intérêts."

Art. 5. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 6 mai 1999
relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 6. A l'article 5 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est inséré un § 2, un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

"§ 2. Les délais mentionnés dans le présent décret sont calculés conformément aux articles 52, alinéa 1^{er}, 53 et 54 du Code judiciaire.

§ 3. A l'égard du destinataire, les délais mentionnés aux articles 10, 14, 16 et 25 du présent décret, qui commencent à courir à partir d'une notification sur support papier, sont calculés depuis la date d'effet de la notification, à savoir :

1° soit le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu, lorsque la notification est effectuée par pli judiciaire ou par courrier recommandé avec accusé de réception;

2° soit depuis le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire, lorsque la notification est effectuée par pli recommandé ou par pli simple.

§ 4. Lorsque le présent décret et les décrets établissant des impôts et taxes auxquels s'applique le présent décret, ainsi que les arrêtés pris pour leur exécution, évoquent les compétences de fonctionnaires des services de la Région wallonne et des établissements publics wallons désignés par le Gouvernement wallon pour assurer le service des impôts et taxes établis par ces décrets précités, ces fonctionnaires peuvent faire partie aussi bien du personnel statutaire que du personnel contractuel du service ou de l'établissement en cause."

Art. 7. A l'article 9 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Les redevables ne sachant ni lire ni signer peuvent faire remplir leur déclaration par les fonctionnaires du service auquel elle doit être remise, à condition qu'ils donnent les indications requises. Dans ce cas, il est fait mention de ladite circonstance dans la déclaration et celle-ci est revêtue de la signature du fonctionnaire qui l'a reçue."

Art. 8. A l'article 10 du même décret, les mots "fournissent, dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de la demande," sont remplacés par les mots "ont l'obligation de fournir par écrit, dans le délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs,".

Art. 9. A l'article 12 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Les déclarations, renseignements, livres et documents, attestations et documents de gestion, visés par les articles 6 à 11^{ter}, ainsi que les données qui y sont contenues, qui sont enregistrés, conservés ou reproduits par le service désigné par le Gouvernement selon un procédé photographique, optique, électronique ou par toute autre technique de l'informatique ou de la télématique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont force probante pour l'application des impôts et taxes visés par le présent décret."

Art. 10. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis de rectification" sont remplacés par les mots "dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de l'avis de rectification, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3,".

Art. 11. A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "sur la rectification de la déclaration" sont remplacés par les mots "sur la taxation d'office";

2° à l'alinéa 2, les mots "d'un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de cette notification" sont remplacés par les mots "d'un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3,".

Art. 12. A l'article 25, alinéa 2, du même décret, les mots "dans les trois mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle" sont remplacés par les mots "dans les six mois de la date d'effet, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, de la notification de l'avertissement-extrait de rôle".

Art. 13. A l'article 44 du même décret, les mots "autorisation du Gouvernement." sont remplacés par les mots "autorisation du Ministre qui a les Finances dans ses attributions."

Art. 14. A l'article 45, 1°, du même décret, les mots "à exproprier" sont remplacés par les mots "à réaliser".

Art. 15. L'article 56 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 56. La prescription du recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de :

— leur date d'échéance telle que celle-ci résulte de l'article 23 du présent décret, pour ce qui concerne les taxes et les amendes fiscales;

— leur date d'exigibilité telle que celle-ci résulte de l'article 29 du présent décret, pour ce qui concerne les intérêts."

Art. 16. L'article 57 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 57. § 1^{er}. Ce délai peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

§ 2. Toute instance en justice relative à l'établissement ou au recouvrement des taxes, des intérêts ou des amendes fiscales, qui est introduite par la Région wallonne, par le redevable de ces taxes, intérêts ou amendes, ou par toute autre personne tenue au paiement de la dette, suspend le cours d'une prescription visée à l'article 56 ou au § 1^{er} du présent article.

La réclamation et la demande de dégrèvement suspendent également le cours de la prescription.

En cas d'instance en justice, la suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

En cas de réclamation ou de demande de dégrèvement, la suspension débute avec la demande introductive du recours administratif et se termine, soit au moment de l'introduction d'une instance en justice relativement aux taxes ou amendes visées par la réclamation ou la demande de dégrèvement, soit à l'expiration du délai ouvert au contribuable pour introduire un recours contre la décision administrative."

Art. 17. L'article 59 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 59. Le privilège visé à l'article 58 prend rang immédiatement après celui mentionné à l'article 19, 5°, de la loi du 16 décembre 1851.

L'affectation par préférence visée à l'article 19 *in fine* de la loi du 16 décembre 1851 est applicable aux impôts et taxes auxquels l'article 58 du présent décret est applicable."

Art. 18. A l'article 48 du décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 19. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11, 1°, qui produit ses effets à la même date que l'article 59, 2°, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

CHAPITRE III. — Modifications au Livre II du Code de l'Environnement

Art. 20. L'article 2, 51°, du Livre II du Code de l'Environnement est remplacé par la disposition suivante :

"51° "fonctionnaire chargé du recouvrement" : le fonctionnaire institué dans la fonction de "receveur des taxes et redevances" auprès du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale budget, logistique et technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie; le Gouvernement wallon peut toutefois modifier cette définition en cas de modification de structure du Service public de Wallonie, en vue d'adapter le fonctionnaire y visé à la nouvelle structure;"

Art. 21. Il est inséré un article D 2ter dans le Livre II du même Code :

"Art. D 2ter. § 1^{er}. Les délais mentionnés aux articles D 252 à D 274 du présent Code et aux articles D 275 à D 316 du présent Code, sont calculés conformément aux articles 52, alinéa 1^{er}, 53 et 54 du Code judiciaire.

§ 2. A l'égard du destinataire, les délais mentionnés aux articles D 258, alinéa 3, D 259, alinéa 3, D 260, § 3, D 293, alinéa 3, D 295, alinéa 3, et D 296, § 3, du présent Code, qui commencent à courir à partir d'une notification sur support papier, sont calculés depuis la date d'effet de la notification, à savoir :

1° soit le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu, lorsque la notification est effectuée par pli judiciaire ou par courrier recommandé avec accusé de réception;

2° soit le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire, lorsque la notification est effectuée par pli recommandé ou par pli simple.

§ 3. Lorsque les articles D 252 à D 316 du présent Code, ainsi que la partie réglementaire du présent Code et autres arrêtés pris pour leur exécution, évoquent les compétences de fonctionnaires des services de la Région wallonne et des établissements publics wallons désignés par le Gouvernement wallon pour assurer le service des impôts et taxes établis par ces dispositions du présent Code, ces fonctionnaires peuvent faire partie aussi bien du personnel statutaire que du personnel contractuel du service ou de l'établissement en cause."

Art. 22. A l'article D 258, alinéa 3, du Livre II du même Code, les mots "dans le mois de la demande" sont remplacés par les mots "dans le délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article D 2ter, § 2,".

Art. 23. Dans le Livre II du même Code, il est inséré un article D 258bis, rédigé comme suit :

"Art. D 258bis. § 1^{er}. Pour déterminer si une personne est soumise à la redevance ou à la contribution et pour établir l'assiette et le montant de la redevance ou de la contribution, la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, peut recourir à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

§ 2. Les déclarations, renseignements et documents, visés par les articles 254 à 258, ainsi que les données qui y sont contenues, qui sont enregistrés, conservés ou reproduits par la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, selon un procédé photographique, optique, électronique ou par toute autre technique de l'informatique ou de la télématique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont force probante pour l'application des impôts et taxes perçus par la Région."

Art. 24. A l'article D 259, alinéa 3, du Livre II du même Code, les mots "Un délai d'un mois à compter de cette notification" sont remplacés par les mots "Un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification, telle que calculée conformément à l'article D 2ter, § 2,".

Art. 25. A l'article D 260, § 3, du Livre II du même Code, les mots "Un délai d'un mois à compter de cette notification" sont remplacés par les mots "Un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification, telle que calculée conformément à l'article D 2ter, § 2,".

Art. 26. A l'article D 264 du Livre II du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction" sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui";

2° il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

"Le Gouvernement wallon peut toutefois modifier l'alinéa 1^{er} en cas de modification de structure du Service public de Wallonie, en vue d'adapter le fonctionnaire compétent visé à l'alinéa 1^{er} à la nouvelle structure."

Art. 27. L'article D 270 du Livre II du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. D 270. § 1^{er}. La prescription du recouvrement de la redevance ou de la contribution, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de :

— leur date d'échéance telle que celle-ci résulte de l'article D 265, § 3, du présent Code pour ce qui concerne les redevance et contribution, et les amendes fiscales;

— leur date d'exigibilité, pour ce qui concerne les intérêts.

§ 2. Ce délai peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription. En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

§ 3. Toute instance en justice relative à l'établissement ou au recouvrement de la redevance ou de la contribution, des intérêts ou des amendes fiscales, qui est introduite par la Région wallonne, par le redevable de ces taxes, intérêts ou amendes, ou par toute autre personne tenue au paiement de la dette, suspend le cours d'une prescription visée au § 1^{er} ou au § 2.

La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée."

Art. 28. A l'article D 293, alinéa 3, du Livre II du même Code, les mots "dans le mois de la demande" sont remplacés par les mots "dans le délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article D 2^{ter}, § 2,".

Art. 29. Dans le Livre II du même Code, il est inséré un article D 293^{bis}, rédigé comme suit :

"Art. D 293^{bis}. § 1^{er}. Pour déterminer si une personne est soumise à la taxe et pour établir l'assiette et le montant de la taxe, la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, peut recourir à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, sauf le serment.

§ 2. Les déclarations, renseignements et documents, visés par les articles 289 à 293, ainsi que les données qui y sont contenues, qui sont enregistrés, conservés ou reproduits par la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, selon un procédé photographique, optique, électronique ou par toute autre technique de l'informatique ou de la télématique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont force probante pour l'application des impôts et taxes perçus par la Région."

Art. 30. A l'article D 295, alinéa 3, du Livre II du même Code, les mots "Un délai d'un mois à compter de cette notification" sont remplacés par les mots "Un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification, telle que calculée conformément à l'article D 2^{ter}, § 2,".

Art. 31. A l'article D 296, § 3, du Livre II du même Code, les mots "Un délai d'un mois à compter de cette notification" sont remplacés par les mots "Un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification, telle que calculée conformément à l'article D 2^{ter}, § 2,".

Art. 32. A l'article D 298 du Livre II du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction" sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui";

2° il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

"Le Gouvernement wallon peut toutefois modifier l'alinéa 2 en cas de modification de structure du Service public de Wallonie, en vue d'adapter le fonctionnaire compétent visé à l'alinéa 2 à la nouvelle structure."

Art. 33. A l'article D 308 du Livre II du même Code, les mots "par le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire délégué par lui" sont remplacés par les mots "par le secrétaire général du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui".

Art. 34. L'article D 312 du Livre II du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. D 312. § 1^{er}. La prescription du recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de :

— leur date d'échéance telle que celle-ci résulte de l'article D 301 du présent Code, pour ce qui concerne la taxe et les amendes fiscales;

— la date à laquelle la contrainte a été rendue exécutoire, pour ce qui concerne la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles et les amendes fiscales relatives à cette taxe;

— leur date d'exigibilité, pour ce qui concerne les intérêts.

§ 2. Ce délai peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ou par une renonciation au temps couru de la prescription.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

§ 3. Toute instance en justice relative à l'établissement ou au recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées, des intérêts et des amendes fiscales, qui est introduite par la Région wallonne, par le redevable de ces taxes, intérêts ou amendes, ou par toute autre personne tenue au paiement de la dette, suspend le cours d'une prescription visée au § 1^{er} ou au § 2.

La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée."

Art. 35. Dans les articles 254, 255, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 256, 257, alinéas 1^{er} et 3, 258, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 259, alinéas 1^{er} et 2, 260, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 261, alinéas 1^{er} et 2, 262, alinéa 2, 264, 268, 3^o, 280, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, et § 2, alinéa 1^{er}, 281, 285, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 289, 290, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 291, 292, alinéa 1^{er}, 293, alinéas 1^{er}, 2 et 3, 294, alinéa 4, 295, alinéas 1^{er} et 2, 296, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 297, alinéas 1^{er} et 2, 298, alinéa 2, 306, alinéa 1^{er}, et 307, du Livre II du même Code, les mots "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau" sont remplacés par les mots "Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie".

Art. 36. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 20, 26, 32 et 33, qui produisent leurs effets au 1^{er} août 2008.

CHAPITRE IV. — *Modifications au décret du 27 mai 2004
instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés*

Art. 37. A l'article 1^{er} du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté des § 2 et § 3, rédigés comme suit :

"§ 2. Les délais mentionnés dans le présent décret, sont calculés conformément aux articles 52, alinéa 1^{er}, 53 et 54 du Code judiciaire.

§ 3. A l'égard du destinataire, le délai mentionné à l'article 7, § 1^{er}, du présent décret, qui commence à courir à partir d'une notification sur support papier, est calculé depuis :

1° soit le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu, lorsque la notification est effectuée par pli judiciaire ou par courrier recommandé avec accusé de réception;

2° soit le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire, lorsque la notification est effectuée par pli recommandé ou par pli simple."

Art. 38. A l'article 2, alinéa 2, du même décret, modifié par l'article 2 du décret du 12 mai 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point *d*) est remplacé par la disposition suivante :

"*d*) aucune activité économique n'est plus exercée dans au moins un immeuble bâti, sans que cet immeuble bâti n'ait fait ou ne fasse l'objet d'une réaffectation.

Est considérée comme réaffectation, au sens du présent décret, l'affectation au logement, à des constructions et aménagements de service public ou d'équipements communautaires, à des établissements socio-culturels, ou à des équipements touristiques ou récréatifs, lorsque cette affectation est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice d'une telle activité sur le site.

N'est pas considérée comme étant exercée, au sens de la présente condition, l'activité de toute personne physique ou de toute personne morale, qui n'est pas en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité.

Lorsque le site d'activité économique désaffecté comporte un ou plusieurs immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que ces immeubles bâtis n'aient fait ou ne fassent l'objet d'une réaffectation, et un ou plusieurs immeubles bâtis où est encore exercée une activité économique ou qui ont fait ou font l'objet d'une réaffectation, ce site n'est taxable que si la superficie totale au sol des immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que ces immeubles bâtis n'aient fait ou ne fassent l'objet d'une réaffectation, dépasse 50 % de la superficie totale au sol de l'ensemble des immeubles bâtis;";

2° au point *e*), alinéa 1^{er}, les mots " *sans que cet immeuble bâti n'ait fait ou ne fasse l'objet d'une réaffectation,* " sont insérés entre les mots " *aucune activité économique n'est plus exercée* " et " *doit présenter* ".

Art. 39. L'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

"Le taux de la taxe est fixé à :

a) 550 euros par are de superficie bâtie au sol des parcelles cadastrales sur lesquelles sont situés des immeubles bâtis réunissant les conditions de l'article 2, *d*) et *e*); lorsqu'une parcelle comporte un ou plusieurs immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que cette parcelle n'ait fait ou ne fasse l'objet d'une réaffectation, et un ou plusieurs immeubles bâtis où est encore exercée une activité économique ou qui ont fait ou font l'objet d'une réaffectation, la superficie bâtie au sol effectivement taxée de cette parcelle est égale à la superficie bâtie totale au sol de l'ensemble des immeubles bâtis de la parcelle, multipliée par la fraction comportant au dénominateur cette superficie bâtie totale au sol de l'ensemble des immeubles bâtis de la parcelle et au numérateur la superficie bâtie totale au sol des immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que ces immeubles bâtis n'aient fait ou ne fassent l'objet d'une réaffectation;

b) 70 euros par are de superficie non bâtie des parcelles cadastrales visées au *a*) qui précède; lorsqu'une parcelle visée au *a*) qui précède, comporte un ou plusieurs immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que cette parcelle n'ait fait ou ne fasse l'objet d'une réaffectation, et un ou plusieurs immeubles bâtis où est encore exercée une activité économique ou qui ont fait ou font l'objet d'une réaffectation, la superficie non bâtie effectivement taxée de cette parcelle est égale à la superficie non bâtie totale de la parcelle, multipliée par la fraction comportant au dénominateur la superficie bâtie totale au sol de l'ensemble des immeubles bâtis de la parcelle et au numérateur la superficie bâtie totale au sol des immeubles bâtis où aucune activité économique n'est plus exercée, sans que ces immeubles bâtis n'aient fait ou ne fassent l'objet d'une réaffectation.

Toute fraction d'are est comptée pour une unité."

Art. 40. L'article 5 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

"Toutefois, lorsqu'un redevable de la taxe n'est propriétaire ou titulaire d'un droit réel de jouissance que d'une partie d'un site d'activité économique désaffecté, cette personne n'est redevable :

— de la taxe due pour les superficies bâties au sol, qu'au prorata de la superficie bâtie qui est taxée conformément à l'article 4 et qui est située sur la parcelle cadastrale dont il est propriétaire ou titulaire d'un droit réel de jouissance, par rapport à la superficie bâtie située sur l'entière du site et taxée conformément à l'article 4;

— de la taxe due pour les superficies non bâties, qu'au prorata de la superficie non bâtie qui est taxée conformément à l'article 4 et qui est située sur la parcelle cadastrale dont il est propriétaire ou titulaire d'un droit réel de jouissance, par rapport à la superficie non bâtie située sur l'entière du site et taxée conformément à l'article 4."

Art. 41. A l'article 7, § 1^{er}, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots " *dans un délai de trente jours à dater de la notification visée à l'alinéa 2* " sont remplacés par les mots " *dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de cette notification visée à l'alinéa 2, telle que calculée conformément à l'article 1^{er}, § 3,* ";

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 42. A l'article 8 du même décret, le mot " *agents* " est remplacé par le mot " *fonctionnaires* ".

Art. 43. A l'article 9 du même décret, modifié par l'article 57 du décret-programme du 23 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots " *qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 4, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.* " sont remplacés par les mots " *qui font l'objet de l'arrêté visé à l'article 169, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.* ";

2° au § 2, les mots " *à partir de la période imposable au cours de laquelle la décision visée au § 1^{er} a été prise* " sont remplacés par les mots " *au moment de l'arrêté visé au § 1^{er}, pour les taxes exigibles à partir de l'année de la demande* ".

Art. 44. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes aux lois, décrets et arrêtés relatifs aux impôts et taxes perçus par la Région wallonne*

Art. 45. Le Gouvernement wallon peut réunir en un seul code et mettre en concordance les dispositions des lois et décrets relatifs aux impôts et taxes perçus par la Région wallonne, en tout ou en partie et en tenant compte des modifications expresses ou implicites que ces dispositions auraient subies au moment où le code sera établi.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance, d'en unifier la terminologie et y apporter les modifications qui se recommandent dans un but de simplification formelle, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;
- 4° harmoniser les règles de procédure entre ces différents impôts et taxes perçus par la Région wallonne et éliminer les dispositions faisant double emploi, concernant :
 - les obligations fiscales;
 - les investigations et contrôle;
 - les moyens de preuve;
 - la procédure de taxation;
 - le mode de paiement des dettes fiscales;
 - les restitutions;
 - les voies de recours et instances;
 - les intérêts de retard et intérêts moratoires;
 - les sanctions fiscales;
 - les sanctions pénales;
 - le recouvrement;
 - les prescriptions, poursuites et sûretés;
 - les devoirs des fonctionnaires.

L'arrêté de codification fera l'objet d'un projet de décret de confirmation qui sera soumis au Parlement wallon, au cours de la session, s'il est réuni, sinon au début de sa plus prochaine session. Il n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de sa confirmation par le Parlement wallon.

Art. 46. § 1^{er}. Sont visés par l'habilitation de codification prévue à l'article qui précède, les impôts et taxes prévus par les textes suivants :

- la redevance radio et télévision (loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision), à l'exception des dispositions relatives à la définition de la matière imposable visée par cette loi;
- la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques (articles D 75 à D 316 du Livre II du Code de l'environnement) en ce qui concerne les règles de procédure;
- la redevance et la contribution sur les prises d'eau (articles D 252 à D 274 du Livre II du Code de l'environnement) en ce qui concerne les règles de procédure;
- les taxes sur les déchets (décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes) en ce qui concerne les règles de procédure;
- la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés (décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés en Région wallonne);
- la taxe sur les automates (décret du 19 novembre 1998 établissant une taxe sur les automates en Région wallonne).

Est également visé par l'habilitation de codification prévue l'article précédent, le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

§ 2. Sont également visés par l'habilitation de codification prévue à l'article qui précède, les impôts régionaux visés par l'article 5, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, à l'exception des dispositions relatives à la définition de la matière imposable de ces impôts régionaux, à partir du moment où le Gouvernement wallon a notifié au gouvernement fédéral la décision régionale d'assurer elle-même le service des impôts régionaux concernés.

Dans ce cas, l'intégration de ces dispositions relatives aux impôts régionaux transférés dans le Code, ne peut entrer en vigueur au plus tôt qu'à la date où la Région wallonne assure effectivement le service des impôts régionaux concernés.

CHAPITRE VI. — *Modifications au Code des droits de succession*

Art. 47. L'article 1^{er}, 2°, du Code des droits de succession est complété par les mots "déduction faite des dettes se rapportant spécialement à ces biens".

Art. 48. L'article 18 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 18. Le droit de mutation par décès est dû sur l'universalité des immeubles situés en Belgique, appartenant au défunt ou à l'absent, déduction faite des dettes se rapportant spécialement à ces biens."

Art. 49. Dans le même Code, il est inséré un article 27bis, rédigé comme suit :

"Art. 27bis. Le passif admissible dans les biens immeubles situés en Belgique d'un non-habitant du royaume, se borne aux dettes se rapportant spécialement à ces biens."

Art. 50. L'article 32 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 32. Sont exclues du passif :

- 1° toutes dettes uniquement reconnues par testament;
- 2° toutes obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, qui n'ont pas été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations."

Art. 51. L'article 54, 1^o, alinéa 3, du même Code, remplacé par l'article 13 du décret du 15 décembre 2005, est complété par les mots "des tranches de ce dernier tarif effectivement applicable à ces autres biens après application de la progressivité de l'article 66ter".

Art. 52. A l'article 60 du même Code, modifié par l'article 16 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), est complété par l'alinéa suivant :

"toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque cette personne morale est une fondation privée, cette fondation privée doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature sociale, au moment de l'ouverture de la succession;"

2^o au § 2, alinéa 1^{er}, b), les mots suivants sont supprimés :

"toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque cette personne morale est une fondation privée, cette fondation privée doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature sociale, au moment de l'ouverture de la succession;"

Art. 53. A l'article 60bis du même Code, inséré par l'article 2 du décret-programme du 17 décembre 1997 et remplacé par l'article 28 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, 1^o, alinéa 2, les mots "à l'article 48" sont remplacés par les mots "aux articles 48 à 60 et 60ter";

2^o au § 1^{er}bis, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"1^o il doit s'agir d'une entreprise, que ce soit dans le chef de l'entreprise visée au § 1^{er}, 1^o, ou dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées au § 1^{er}, 2^o, a) :

— soit occupant dans l'Espace économique européen du personnel engagé sous contrat de travail, à la date du décès;

— soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main-d'œuvre occupée dans l'entreprise dans l'Espace économique européen, et sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants, à la date du décès;"

3^o au § 1^{er}bis, 3^o,

— les mots ", au plus tard en même temps que la déclaration de succession," sont supprimés;

— le 3^o est complété par les mots "Lorsque l'attestation n'est pas remise au receveur au plus tard en même temps que la déclaration de succession, les droits sont calculés au tarif des articles 48 à 60 et 60ter, sous réserve d'une restitution dans les conditions de l'article 135, 8^o, auquel cas l'article 60bis est applicable aux biens pour lesquels le droit est restitué;"

4^o au § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots "admise par le § 1^{er}" sont insérés entre les mots "poursuive une activité" et "pendant au moins cinq ans";

5^o au § 3, l'alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

"2^o le total du nombre de travailleurs et de personnes indépendantes satisfaisant aux conditions du § 1^{er}bis, 1^o, exprimé en unités de temps plein, soit maintenu au moins à 75 % et ce, en moyenne pour les cinq premières années à compter de la date du décès de *de cuius*, soit dans le chef de l'entreprise visée au § 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales éventuelles visées au § 1^{er}, 2^o, a). Cette moyenne est calculée en divisant par 5, le total des moyennes annuelles des unités de temps plein pour les cinq années précitées.

Si une moyenne annuelle des unités de temps plein n'est pas un nombre entier, elle est arrondie à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5;"

6^o au § 3, alinéa 3,

— les mots "ou supplémentaire" sont insérés entre les mots "En cas d'affectation nouvelle" et "partielle à l'habitation du bien immeuble";

— les mots "ou supplémentairement" sont insérés entre les mots "de l'immeuble nouvellement" et "affectée à l'habitation";

7^o au § 4, alinéas 1^{er} et 2, les mots "et 60ter" sont insérés entre les mots "aux articles 48 à 60" et "devient exigible";

8^o au § 5, alinéa 1^{er}, les mots "et 60ter" sont insérés entre les mots "aux articles 48 à 60" et "avant l'expiration";

9^o le § 5, alinéa 2, est complété par les mots "et 60ter";

10^o au § 6, alinéa 2, les mots "et 60ter" sont insérés entre les mots "aux articles 48 à 60" et "et tous les éléments".

Art. 54. A l'article 60ter, § 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 17 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots ", abstraction faite, le cas échéant, de la valeur de la partie professionnelle dudit immeuble soumise au taux réduit de l'article 60bis," sont insérés entre les mots "à la valeur nette de sa part dans cette habitation" et "est fixé d'après le tarif indiqué";

2^o dans le tableau relatif au tarif, les mots "Tranche de la donation" sont remplacés par les mots "Tranche de part nette".

Art. 55. A l'article 135 du même Code, il est ajouté un 8^o, rédigé comme suit :

"8^o lorsque, dans le cas prévu à l'article 60bis, § 1^{er}bis, 3^o, l'attestation y visée est déposée chez le receveur dans les deux ans du paiement de l'impôt."

Art. 56. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

— des articles 51, 52 et 54, 2^o, qui produisent leurs effets au 23 décembre 2005;

— de l'article 53, 2^o, 4^o et 5^o, qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2006;

— des articles 53, 3^o, et 55, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2006; toutefois, lorsque la déclaration de succession mentionnant des biens visés par l'article 60bis, § 1^{er}, du Code des droits de succession, a déjà été déposée avant la date de publication au *Moniteur belge* du présent décret, sans application du tarif réduit prévu par cette disposition telle que modifiée par le présent décret avec effet au 1^{er} janvier 2006, le délai de deux ans mentionné à l'article 135, 8^o, du Code des droits de succession, tel qu'inséré par l'article 55 du présent décret, commence à courir à partir du jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — *Modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 57. A l'article 13 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'alinéa 2 est complété par les mots "ou à moins que le droit fixe spécifique de l'article 159*bis* ait été perçu sur le premier acte".

Art. 58. L'article 60, alinéa 3, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est complété par les mots "ou d'une raison impérieuse de nature médicale, familiale, professionnelle ou sociale. Par raison impérieuse de nature médicale au sens du présent alinéa, on entend notamment un état de besoin en soins dans le chef de l'acquéreur, de son conjoint, de son cohabitant légal, de ses descendants ou des descendants de son conjoint ou cohabitant légal, apparu après l'acquisition de l'habitation, qui a placé ces personnes dans l'impossibilité de s'établir effectivement ou de rester dans l'immeuble, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale."

Art. 59. A l'article 131*bis*, § 2, du même Code, inséré par l'article 2 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "Lorsque la donation a pour objet des instruments financiers ou des instruments financiers connexes, au sens de l'article 2, 1° et 2°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers," sont remplacés par les mots "Lorsque la donation a pour objet des instruments financiers, au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ou des titres de société au sens de l'article 140*bis*, § 3,";

2° au 1°,

— les mots "d'instruments financiers ou d'instruments financiers connexes au sens de la loi du 2 août 2002 précitée, d'une société" sont remplacés par les mots "d'instruments financiers ou de titres de société, relatifs à une société";

— les mots "dans le corps de l'acte" sont remplacés par les mots "dans le corps ou au pied de l'acte";

3° au 2°, les mots "d'instruments financiers ou d'instruments financiers connexes" sont remplacés par les mots "d'instruments financiers ou de titres de société";

4° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° d'instruments financiers ou de titres de société :

— soit émis par un organisme de placement collectif visés par l'article 4 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, ou par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières visé par la Directive 85/611/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 20 décembre 1985, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM);

— soit ayant fait l'objet ou faisant l'objet d'une offre publique, soit au sens de l'article 3 de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementé lorsque l'offre a lieu sur le territoire belge, soit dans un sens similaire à cette loi du 16 juin 2006 lorsque l'offre a lieu sur le territoire d'un autre État, membre ou non de l'Union européenne."

Art. 60. A l'article 131*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 3 du décret du 15 décembre 2005, les mots "abstraction faite, le cas échéant, de la valeur de la partie professionnelle dudit immeuble soumise au taux réduit de l'article 140*bis*," sont insérés entre les mots "qui en demandent l'application," et "d'après le tarif indiqué".

Art. 61. A l'article 134 du même Code, inséré par l'article 7 du décret du 15 décembre 2005, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Dans la mesure où la donation est soumise au tarif de l'article 131*ter*, la charge est également imposée à titre de donation dans le chef du tiers selon les tarifs fixés :

— à l'article 131*ter*, § 1^{er}, lorsque la charge bénéficie à un parent en ligne directe par rapport au donateur, ou à l'époux ou au cohabitant légal du donateur;

— à l'article 131 dans les autres cas."

Art. 62. L'article 137 du même Code, modifié par l'article 9 du décret du 15 décembre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 137. Pour déterminer le tarif applicable à la donation soumise au droit de l'article 131 ou de l'article 131*ter*, la base imposable de celle-ci est ajoutée à la somme des bases imposables des donations déjà intervenues entre les mêmes parties, constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date de la nouvelle donation et qui, avant la même date, ont été enregistrés ou sont devenus obligatoirement enregistrables, et soumises au droit de l'article 131 ou de l'article 131*ter*.

En cas de donation simultanée de biens soumis au droit de l'article 131 et de biens soumis au droit de l'article 131*ter*,

1° la base imposable de la donation des biens soumis au droit de l'article 131*ter* est ajoutée à la somme des bases imposables des donations déjà intervenues entre les mêmes parties, constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date de la nouvelle donation et qui, avant la même date, ont été enregistrés ou sont devenus obligatoirement enregistrables, et soumises au droit de l'article 131 ou de l'article 131*ter*;

2° la base imposable de la donation des biens soumis au droit de l'article 131 est ajoutée à la somme des bases imposables :

— des donations déjà intervenues entre les mêmes parties, constatées par actes remontant à moins de trois ans avant la date de la nouvelle donation et qui, avant la même date, ont été enregistrés ou sont devenus obligatoirement enregistrables, et soumises au droit de l'article 131 ou de l'article 131*ter*, et

— de la donation simultanée soumise au droit de l'article 131*ter*."

Art. 63. A l'article 140, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 12, 3°, du décret du 15 décembre 2005, les mots "Lorsque le donataire" sont remplacés par les mots "Lorsque le donataire mentionné".

Art. 64. A l'article 140*bis* du même Code, inséré par l'article 68 de la loi du 22 décembre 1998 et remplacé par l'article 20 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1°, alinéa 2, les mots "à l'article 131" sont remplacés par les mots "aux articles 131 à 140";

2° au § 2, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

"1° il doit s'agir d'une entreprise, que ce soit dans le chef de l'entreprise visée au § 1^{er}, 1°, ou dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées au § 1^{er}, 2°, a) :

— soit occupant dans l'Espace économique européen du personnel engagé sous contrat de travail, à la date de l'acte authentique de la donation;

— soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main-d'œuvre occupée dans l'entreprise dans l'Espace économique européen, et sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants, à la date de l'acte authentique de la donation;";

3° au § 2, le 3° est complété par les mots "Lorsque la déclaration n'est pas faite dans le corps de l'acte ou au pied de l'acte, les droits sont calculés au tarif des articles 131 à 140, sous réserve d'une restitution dans les conditions de l'article 209, 7°, auquel cas les articles 140bis à 140octies sont applicables aux biens pour lesquels le droit est restitué."

Art. 65. A l'article 140quinquies, § 1^{er}, du même Code, inséré par l'article 68 de la loi du 22 décembre 1998 et modifié par l'article 23 du décret du 15 décembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "admise par l'article 140bis, § 1^{er}," sont insérés entre les mots "poursuive une activité" et "pendant au moins cinq ans";

2° à l'alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° le total du nombre de travailleurs et de personnes indépendantes satisfaisant aux conditions de l'article 140bis, § 2, 1°, exprimé en unités de temps plein, soit maintenu au moins à 75 % , et ce, en moyenne pour les cinq premières années à compter de la date de l'acte authentique de la donation, soit dans le chef de l'entreprise visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 1°, soit dans le chef de la société elle-même et de ses filiales éventuelles visées à l'article 140bis, § 1^{er}, 2°, a. Cette moyenne est calculée en divisant par 5, le total des moyennes annuelles des unités de temps plein pour les cinq années précitées.

Si une moyenne annuelle des unités de temps plein n'est pas un nombre entier, elle est arrondie à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5;";

3° à l'alinéa 1^{er}, le 4° est abrogé;

4° à l'alinéa 1^{er}, 5°, les mots "après le décès" sont remplacés par les mots "à compter de la date de l'acte authentique de donation,";

5° à l'alinéa 2,

— les mots "ou supplémentaire" sont insérés entre les mots "En cas d'affectation nouvelle" et "partielle à l'habitation du bien immeuble";

— les mots "ou supplémentairement" sont insérés entre les mots "de l'immeuble nouvellement" et "affectée à l'habitation".

Art. 66. L'article 140septies du même Code, abrogé par l'article 25 du décret du 15 décembre 2005, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 140septies. Le droit exigible conformément à l'article 140quinquies, § 2, n'est toutefois pas exigible dans le cas où le droit réel sur les biens ayant bénéficié du droit réduit fait l'objet d'une transmission à titre gratuit en faveur du donateur initial avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel les conditions de l'article 140quinquies, § 1^{er}, doivent être maintenues."

Art. 67. Dans le Titre Premier, Chapitre IV, du même Code, il est inséré une Section 21, rédigée comme suit :

"Section 21. — Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis à un droit fixe spécifique de 10 euros

Art. 159bis. § 1^{er}. Sont exemptés du droit proportionnel et soumis à un droit fixe spécifique de 10 euros :

1° les conventions visées par les articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140octies, mais dont l'annulation, la rescision, la résolution ou la résiliation a été convenue amiablement entre parties au plus tard au moment où l'acte est présenté à l'enregistrement, aux conditions que :

a) la convention d'annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation soit également présentée à l'enregistrement, au plus tard en même temps que la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée, avec application à cette convention du droit fixe spécifique prévu par le 2° du présent § 1^{er};

b) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée n'ait pas encore été constatée par un acte authentique;

c) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée ne soit pas antérieure de plus d'un an à la conclusion de la convention d'annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation;

2° les conventions d'annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation de conventions soumises aux droits proportionnels prévus aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140octies, ou de conventions soumises au droit fixe du 1^o du présent § 1^{er}, aux conditions que :

a) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée n'ait pas encore été constatée par un acte authentique;

b) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée ne soit pas antérieure de plus d'un an à la conclusion de la convention d'annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation.

§ 2. Sont exemptés du droit proportionnel et soumis à un droit fixe spécifique de 10 euros :

1° les conventions visées par les articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140octies, mais dont la résolution résulte de l'application d'une condition résolutoire opérant de plein droit intervenue au plus tard au moment où l'acte est présenté à l'enregistrement, aux conditions que :

a) la réalisation de la condition résolutoire soit constatée dans un acte signé par toutes les parties, également présenté à l'enregistrement, au plus tard en même temps que la convention résolue, avec application à cet acte écrit du droit fixe spécifique prévu par le 2° du présent § 2; lorsque la convention résolue a été constatée par un acte authentique, cette réalisation de ladite condition résolutoire doit être constatée dans un acte authentique, signé par toutes les parties;

b) la convention résolue ne soit pas antérieure de plus d'un an à la date de réalisation de ladite condition résolutoire;

2° les actes constatant la réalisation d'une condition résolutoire opérant de plein droit entraînant la résolution de conventions soumises aux droits proportionnels prévus aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140octies, ou de conventions soumises au droit fixe du 1° du présent § 2, aux conditions que :

a) lorsque la convention résolue a été constatée par un acte authentique, la réalisation de ladite condition résolutoire soit également constatée par un acte authentique, signé par toutes les parties;

b) la convention résolue ne soit pas antérieure de plus d'un an à la date de réalisation de la condition résolutoire."

Art. 68. A l'article 209 du même Code, modifié par l'article 28 de la loi du 23 décembre 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "mise à néant pour cause de nullité" sont remplacés par les mots "dont la nullité ou la rescision est prononcée ou constatée";

2° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

“3° les droits proportionnels perçus du chef d’une convention dont la résolution ou la révocation a été prononcée ou constatée par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, à condition qu’il résulte de la décision que la convention n’est pas antérieure de plus d’un an à une demande en résolution, en révocation ou en constatation de résolution ou de révocation, même si elle a été introduite devant un juge incompétent;”;

3° à l’alinéa 1^{er}, il est inséré un 3°*bis*, rédigé comme suit :

“3°*bis* les droits proportionnels perçus conformément aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, du chef d’une convention ayant fait l’objet d’une réduction du prix de vente prononcée par un jugement ou un arrêt passé en force de chose jugée, pour cause de garantie du vendeur en application des articles 1637 et 1644 du Code civil, à condition qu’il résulte de la décision que la convention n’est pas antérieure de plus d’un an à une demande principalement ou subsidiairement fondée sur ces dispositions, même si elle a été introduite devant un juge incompétent; la restitution est égale au montant des droits proportionnels acquittés sur la partie du prix d’achat remboursée par le vendeur ou ses ayants droits, sans toutefois que cette restitution puisse avoir pour effet que le droit proportionnel afférent à la transmission à titre onéreux de cet immeuble soit perçu sur une base imposable totale inférieure à la valeur vénale de l’immeuble, eu égard à son état réel au moment de l’acquisition;”;

4° à l’alinéa 1^{er}, il est inséré un 3°*ter* et un 3°*quater*, rédigés comme suit :

“3°*ter* les droits proportionnels perçus conformément aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140*octies*, du chef d’une convention dont l’annulation, la rescision, la résolution ou la résiliation a été convenue amiablement entre parties, aux conditions que :

a) la convention d’annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation ait été présentée à l’enregistrement, au plus tard en même temps que la demande de restitution;

b) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée n’ait pas encore été constatée par un acte authentique;

c) la convention annulée, rescindée, résolue ou résiliée ne soit pas antérieure de plus d’un an à la conclusion de la convention d’annulation, de rescision, de résolution ou de résiliation;

3°*quater* les droits proportionnels perçus conformément aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140*octies*, du chef d’une convention dont la résolution résulte de l’application d’une condition résolutoire opérant de plein droit, aux conditions que :

a) la réalisation de la condition résolutoire ait été constatée dans un acte signé par toutes les parties, présenté à l’enregistrement au plus tard en même temps que la demande de restitution; lorsque la convention résolue a été constatée par un acte authentique, la réalisation de ladite condition résolutoire doit être également constatée par un acte authentique, signé par toutes les parties;

b) la convention résolue ne soit pas antérieure de plus d’un an à la date de réalisation de ladite condition résolutoire;”;

5° à l’alinéa 1^{er}, il est inséré un 7°, rédigé comme suit :

“7° les droits perçus à défaut pour le donataire d’avoir satisfait aux obligations prévues à l’article 140*bis*, § 2, 3°, dans le corps de l’acte ou au pied de l’acte, lorsque, dans le cas prévu à l’article 140*bis*, § 2, 3°, dernier alinéa, ce donataire introduit une demande pour bénéficier du taux réduit de l’article 140*bis* dans les deux ans de la présentation de l’acte à l’enregistrement; le donataire demandant l’application du droit réduit doit déclarer dans cette demande que les conditions de l’article 140*bis* sont réunies et il doit y annexer la déclaration signée et les pièces devant l’accompagner qui sont visées à l’article 140*bis*, § 2, 3°; cette demande produit les mêmes effets que la demande motivée prévue à l’article 2172;”;

6° l’alinéa 2 est remplacé par l’alinéa suivant :

“Sauf le cas de l’alinéa 1^{er}, 3°*bis*, la restitution s’effectue sous déduction, le cas échéant, du droit fixe général. Toutefois, par dérogation, dans le cas des restitutions visées aux 2°, 3°, 3°*ter* et 3°*quater*, la restitution s’effectue sous la seule déduction, le cas échéant, du droit fixe spécifique de 10 euros prévu par l’article 159*bis*.”

Art. 69. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l’exception :

— de l’article 63, qui produit ses effets au 23 décembre 2005;

— des articles 64, 2°, 65, 1°, 2°, 3° et 4°, et 66, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2006;

— des articles 64, 3°, et 68, 5°, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2006; toutefois, lorsqu’un acte concernant des biens visés par l’article 140*bis*, § 1^{er}, du Code des droits d’enregistrement, d’hypothèque et de greffe, a été assujéti au droit d’enregistrement établi pour les donations avant la date de publication au *Moniteur belge* du présent décret, sans application du droit réduit prévu par cette disposition telle que modifiée par le présent décret avec effet au 1^{er} janvier 2006, le délai de deux ans mentionné à l’article 209, 7°, du Code des droits d’enregistrement, d’hypothèque et de greffe, tel qu’inséré par l’article 68, 5°, du présent décret, commence à courir à partir du jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*;

— de l’article 58, qui s’applique à toutes les acquisitions pour lesquelles les délais de 5 ans ou de trois ans, selon le cas, visés par l’article 60 du Code des droits d’enregistrement, d’hypothèque et de greffe ne sont pas encore expirés à la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*;

— de l’article 68, 1°, 2°, 3°, 4° et 6°, qui s’applique à toutes les conventions soumises aux droits proportionnels prévus aux articles 44 à 71, 72, alinéa 2, 74 et 75, 109 à 114, 131 à 140*octies* du Code des droits d’enregistrement, d’hypothèque et de greffe qui ne sont pas antérieures de plus de deux ans à la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VIII. — Modifications au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 70. A l’article 97*quinquies*, alinéa 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par l’article 2 du décret du 5 mars 2008, il est ajouté un troisième tiret, rédigé comme suit :

“— le montant de l’Eco-Malus est égal à 0 euro, pour les véhicules qui sont visés par l’article 2, § 2, alinéa 2, 7°, de l’arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d’immatriculation spécifique prévue par l’article 4, § 3, de l’arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l’immatriculation des véhicules.”

Art. 71. A l’article 97*septies*, alinéa 2, du même Code, inséré par l’article 2 du décret du 5 mars 2008, il est ajouté un troisième tiret, rédigé comme suit :

— le montant de l'Eco-Malus est égal à 0 euro, pour les véhicules qui sont visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et qui sont immatriculés sous la marque d'immatriculation spécifique prévue par l'article 4, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules."

Art. 72. Le présent chapitre du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 980 (2008-2009) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique 29 avril 2009.

Discussion. — Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2290

[2009/202759]

30. APRIL 2009 — Dekret über verschiedene Änderungen im Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, im Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben, im Wassergesetzbuch, im Erbschaftssteuergesetzbuch und im Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch und betreffend den Ökobonus, und zur Bestimmung einer Ermächtigung der Regierung, um die wallonische Steuergesetzgebung zu kodifizieren (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Änderungen im Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren*

Artikel 1 - In das Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *1bis* - § 1. Die in vorliegendem Gesetz erwähnten Fristen werden gemäß den Artikeln 52, Absatz 1, 53 und 54 des Gerichtsgesetzbuches berechnet.

§ 2. Gegenüber dem Empfänger werden die in Art. 9, § 3, Absatz 1, Art. 28, § 1, Absatz 4 und § 3, Absatz 5 des vorliegenden Gesetzes erwähnten Fristen, die ab einer Zustellung auf Papier zu laufen beginnen, ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung berechnet, d.h.:

1° entweder ab dem ersten Tag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief am Wohnsitz des Empfängers oder ggf. an seinem Aufenthaltsort oder seinem gewählten Wohnsitz vorgelegt worden ist, wenn die Zustellung per Gerichtsbrief oder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung erfolgt;

2° oder ab dem dritten Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief bei der Post aufgegeben worden ist, es sei denn, der Empfänger beweist das Gegenteil, wenn die Zustellung per Einschreiben oder per einfaches Schreiben erfolgt.

§ 3. Wenn im vorliegenden Gesetz sowie in den zu dessen Durchführung gefassten Erlassen die Befugnisse von Beamten der von der Wallonischen Region bezeichneten Dienststelle zur Sicherung des Dienstes der im vorliegenden Gesetz erwähnten Gebühren erwähnt werden, können diese Beamten sowohl dem ständigen Personal als auch dem Vertragspersonal angehören."

Art. 2 - In Artikel 9, § 3, Absatz 1 desselben Gesetzes wird in der französischen Fassung der Wortlaut "dans un délai d'un mois à dater de son envoi" durch den Wortlaut "dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la notification de la demande, telle que calculée conformément à l'article 1^{er}bis, § 2," ersetzt.

Art. 3 - Artikel 28 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 28 des Dekrets vom 27. März 2003, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1 wird Absatz 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Die Beschwerde muss unter Gefahr der Aberkennung spätestens innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Steuerbescheids der Heberolle, so wie gemäß Artikel 1bis, § 2 berechnet, eingereicht werden. Für die Gebührenpflichtigen, die die Gebühr anfechten und sie jedoch entweder spontan oder auf der Grundlage einer Zahlungsaufforderung entrichtet haben, muss die Beschwerde unter Gefahr der Aberkennung spätestens innerhalb von sechs Monaten entweder ab dem Datum der spontanen Zahlung oder ab dem in den Artikeln 7, 9 und 10 erwähnten äußersten Zahlungsdatum eingereicht werden.“;

2° § 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

„Die nicht innerhalb dieser Frist angefochtenen Gebühren gelten als geschuldet und die Besteuerung gilt als ordnungsgemäß, dies vorbehaltlich eines durch § 2 begründeten Antrags auf Nachlass.“;

3° § 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Außer wenn eine zulässige Beschwerde vorher eingereicht worden ist und wenn der Antrag auf Nachlass auf denselben Elementen und Begründungen wie diese Beschwerde beruht, gewährt der von der Regierung benannte Beamte den Nachlass der Gebühren, die einen höheren Betrag als den gesetzlich geschuldeten Betrag darstellen, der sich aus einer nicht korrekten Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes bezüglich der Berechnung der geschuldeten Gebühr ergibt, so wie u.a. materielle Fehler, doppelte Besteuerung, die Nicht-Berücksichtigung einer eventuell anwendbaren Befreiung oder Verringerung einer Gebühr, das Erscheinen von neuen beweiskräftigen Dokumenten oder Tatsachen, deren späte Vorlage oder Angabe durch den Gebührenpflichtigen auf gerechten Gründen beruht, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerung von der von der Regierung bezeichneten Dienststelle festgestellt oder ihr vom Gebührenpflichtigen mitgeteilt worden ist, dies:

— entweder innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, im Laufe dessen die Gebühr festgesetzt wird, im Falle der Gebühren, die bereits Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle gewesen sind;

— oder innerhalb von drei Jahren nach dem Ende des in Artikel 7 erwähnten Zeitraumes im Falle der Gebühren, die erhoben wurden, ohne Gegenstand einer Eintragung in die Heberolle gewesen zu sein.

Der Empfang wird dem Gebührenpflichtigen bestätigt, wobei das Datum des Eingangs des Antrags auf Nachlass angegeben wird.“;

4° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 3. Falls seine Beschwerde oder sein Antrag auf Nachlass zurückgewiesen wird oder in Ermangelung einer Entscheidung des durch die Regierung bezeichneten Beamten innerhalb von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt des Empfangs der Beschwerde oder des Antrags auf Nachlass durch diesen Beamten, kann der Gebührenpflichtige einen gerichtlichen Rechtsbehelf gegen den Beschluss dieses Beamten oder in Ermangelung dieses Beschlusses, gegen die Besteuerung einlegen.“.

Dieser Rechtsbehelf wird durch kontradiktorische Klageschrift oder durch Ladungsschrift gegen die Region in der Person des Minister-Präsidenten eingelegt. Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind auf diesen gerichtlichen Rechtsbehelf anwendbar.

Eine Kopie des Beschlusses des Beamten muss jedem Exemplar der Klageschrift oder der Ladungsschrift unter Androhung der Nichtigkeit beigefügt werden. Wenn der von der Regierung bezeichnete Beamte noch keinen Beschluss gefasst hat, müssen eine Kopie der Beschwerde oder des Antrags auf Nachlass und eine Kopie der Empfangsbestätigung unter Androhung der Nichtigkeit beigefügt werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist von sechs Monaten wird um drei Monate verlängert, wenn die angefochtene Besteuerung von Amts wegen gemäß Artikel 9, § 3, Absatz 2 festgesetzt worden ist.

Wenn der gerichtliche Rechtsbehelf in Ermangelung eines Beschlusses über die Beschwerde oder den Antrag auf Nachlass nach dem Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist von sechs Monaten eingereicht wird, wird der durch die Regierung bezeichnete Beamte für nicht zuständig erklärt.“;

5° in § 4 wird in der französischen Fassung der Wortlaut „d'une demande de remise“ gestrichen;

6° in § 5 wird in der französischen Fassung der Wortlaut „de demande de remise,“ gestrichen.

Art. 4 - Artikel 29 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 29 des Dekrets vom 27. März 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 29 - Die Verjährung der Beitreibung der Gebühr, der Zinsen und der Steuerstrafen gilt ab dem Ablauf einer Frist von fünf Jahren ab:

— deren Fälligkeitsdatum, so wie dieses sich aus Artikel 26, § 3 ergibt, was die eventuell in Anwendung von Artikel 18 erhöhten Gebühren und die Steuerstrafen betrifft;

— deren Fälligkeitsdatum, was die Zinsen betrifft.“

Art. 5 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

KAPITEL II — Änderungen im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben

Art. 6 - In Artikel 5 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben, dessen jetziger Wortlaut den § 1 bilden wird, werden ein § 2, ein § 3 und ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 2. Die in vorliegendem Dekret erwähnten Fristen werden gemäß den Artikeln 52, Absatz 1, 53 und 54 des Gerichtsgesetzbuches berechnet.

§ 3. Gegenüber dem Empfänger werden die in den Artikeln 10, 14, 16 und 25 des vorliegenden Dekrets erwähnten Fristen, die ab einer Zustellung auf Papier zu laufen beginnen, ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung berechnet, d.h.:

1° entweder ab dem ersten Tag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief am Wohnsitz des Empfängers oder ggf. an seinem Aufenthaltsort oder seinem gewählten Wohnsitz vorgelegt worden ist, wenn die Zustellung per Gerichtsbrief oder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung erfolgt;

2° oder ab dem dritten Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief bei der Post aufgegeben worden ist, es sei denn, der Empfänger beweist das Gegenteil, wenn die Zustellung per Einschreiben oder per einfaches Schreiben erfolgt.

§ 4. Wenn im vorliegenden Dekret und in den Dekreten, durch die Steuern und Abgaben festgelegt werden, und auf die das vorliegende Dekret anwendbar ist, sowie in den zu deren Durchführung gefassten Erlassen die Befugnisse von Beamten der Dienststellen der Wallonischen Region und der wallonischen öffentlichen Einrichtungen erwähnt werden, die von der Wallonischen Regierung zur Sicherung des Dienstes der in den oben erwähnten Dekreten erwähnten Steuern und Abgaben bezeichnet werden, können diese Beamten sowohl dem ständigen Personal als auch dem Vertragspersonal der betreffenden Dienststelle oder der Einrichtung angehören.“

Art. 7 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Die Abgabepflichtigen, die weder lesen noch unterzeichnen können, können ihre Erklärung von Beamten der Dienststelle, bei der sie abzugeben ist, ausfüllen lassen, wenn sie die erforderlichen Angaben geben. In diesem Fall wird besagte Tatsache in der Erklärung angegeben und wird diese mit der Unterschrift des Beamten, der sie in Empfang genommen hat, versehen.“

Art. 8 - Der erste Absatz von Artikel 10 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Antrags, so wie gemäß Artikel 5, § 3 berechnet, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, müssen die Abgabepflichtigen an Ort und Stelle alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die die Verwaltung als nötig betrachtet, um die gerechte Erhebung der Abgabe zu sichern schriftlich übermitteln“.

Art. 9 - Artikel 12 desselben Dekrets, dessen jetziger Wortlaut den § 1 bilden wird, wird um einen § 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. Die in den Artikeln 6 bis 11ter erwähnten Erklärungen, Auskünfte, Bücher und Dokumente, Bescheinigungen und Verwaltungsdokumente sowie die darin enthaltenen Angaben, die von der von der Regierung bezeichneten Dienststelle mittels eines photographischen, optischen, elektronischen Verfahrens oder jeder anderen Informations- oder Telematiktechnik registriert, aufbewahrt oder reproduziert werden, sowie deren Darstellung auf einem lesbaren Träger haben Beweiskraft für die Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben.“

Art. 10 - In Artikel 14, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut “Innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Zeitpunkt der Zustellung der Berichtigungsanzeige“ durch den Wortlaut “Innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung der Berichtigungsanzeige so wie gemäß Artikel 5, § 3 berechnet“, ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 16 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut “zur Berichtigung der Erklärung“ wird durch den Wortlaut “zur Besteuerung von Amts wegen“ ersetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut “über eine einmonatige Frist ab dem Datum der Zustellung dieser Mitteilung“ durch den Wortlaut “über eine einmonatige Frist ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser Mitteilung, so wie gemäß Artikel 5, § 3 berechnet“, ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 25, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut “innerhalb drei Monaten ab dem Zeitpunkt der Zustellung des Steuerbescheids“ durch den Wortlaut “innerhalb sechs Monaten ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Steuerbescheids, so wie gemäß Artikel 5, § 3 berechnet“, ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 44 desselben Dekrets wird der Wortlaut “Genehmigung der Regierung“ durch den Wortlaut “Genehmigung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören“ ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 45, 1° desselben Dekrets wird der Wortlaut “zu enteignenden“ durch den Wortlaut “zu veräußernden“ ersetzt.

Art. 15 - Artikel 56 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 56 - Die Verjährung der Beitreibung der Abgabe, der Zinsen und der Steuerstrafen gilt ab dem Ablauf einer Frist von fünf Jahren ab:

— deren Fälligkeitsdatum, so wie dieses sich aus Artikel 23 des vorliegenden Dekrets ergibt, was die Abgaben und die Steuerstrafen betrifft;

— deren Fälligkeitsdatum, so wie dieses sich aus Artikel 29 des vorliegenden Dekrets ergibt, was die Zinsen betrifft.“

Art. 16 - Artikel 57 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 57 - § 1. Diese Frist kann auf die in den Artikeln 2244 ff. des Zivilgesetzbuches vorgesehene Weise oder durch Verzicht auf die abgelaufene Zeit der Verjährung unterbrochen werden.

Im Falle einer Unterbrechung der Verjährung besteht eine neue Verjährung, die auf dieselbe Weise unterbrochen werden kann, fünf Jahre nach der letzten, die vorige Verjährung unterbrechende Handlung, falls kein Gerichtsverfahren läuft.

§ 2. Jedes Gerichtsverfahren bezüglich der Festsetzung oder der Beitreibung der Abgaben, Zinsen oder Steuerstrafen, das durch die Wallonische Region, durch denjenigen, der diese Abgaben, Zinsen oder Steuerstrafen schuldet, oder durch jede andere Person, die die Schuld zahlen muss, eingeleitet wird, unterbricht den Lauf einer in Artikel 56 oder in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Verjährung.

Die Beschwerde und der Antrag auf Nachlass unterbrechen ebenfalls den Lauf der Verjährung.

Im Falle eines Gerichtsverfahrens fängt die Unterbrechung bei der das Verfahren einleitenden Handlung an und endet, wenn der gerichtliche Beschluss rechtskräftig wird.

Im Falle einer Beschwerde oder eines Antrags auf Nachlass fängt die Unterbrechung bei dem den administrativen Einspruch einleitenden Antrag an und endet entweder zum Zeitpunkt des Einleitens eines Gerichtsverfahrens bezüglich der in der Beschwerde oder im Antrag auf Nachlass erwähnten Abgaben oder Steuerstrafen oder beim Ablauf der dem Abgabepflichtigen zum Einreichen eines Einspruchs gegen den administrativen Beschluss gewährten Frist.“

Art. 17 - Artikel 59 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 59 - Das in Artikel 58 erwähnte Vorrecht kommt in der Rangstellung sofort nach demjenigen, das in Artikel 19, 5° des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 erwähnt wird.

Die in Artikel 19 *in fine* des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 Vorzugsbestimmung ist auf die Steuern und Abgaben anwendbar, auf die Artikel 58 des vorliegenden Dekrets anwendbar ist."

Art. 18 - In Artikel 48 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 19 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme von Artikel 11, 1°, der am selben Tag wie Artikel 59, 2° des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wirksam wird.

KAPITEL III — Änderungen in Buch II des Umweltgesetzbuches

Art. 20 - Artikel 2, 51° von Buch II des Umweltgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"51° "mit der Beitreibung beauftragter Beamter": der in das Amt eines "Einnehmers der Abgaben und Gebühren" bei der Abteilung Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesetzte Beamte; die Wallonische Regierung kann jedoch diese Definition bei einer Strukturänderung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ändern, um den dort erwähnten Beamten an die neue Struktur anzupassen;"

Art. 21 - Ein Artikel D 2ter wird in Buch II desselben Gesetzbuches eingefügt:

"Art. D 2ter - § 1. Die in den Artikeln D 252 bis D 274 des vorliegenden Gesetzbuches und in den Artikeln D 275 bis D 316 des vorliegenden Gesetzbuches erwähnten Fristen werden gemäß den Artikeln 52, Absatz 1, 53 und 54 des Gerichtsgesetzbuches berechnet.

§ 2. Gegenüber dem Empfänger werden die in den Artikeln D 258, Absatz 3, D 259, Absatz 3, D 260, § 3, D 293, Absatz 3, D 295, Absatz 3 und D 296, § 3 des vorliegenden Gesetzbuches erwähnten Fristen, die ab einer Zustellung auf Papier zu laufen beginnen, ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung berechnet, d.h.:

1° entweder ab dem ersten Tag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief am Wohnsitz des Empfängers oder ggf. an seinem Aufenthaltsort oder seinem gewählten Wohnsitz vorgelegt worden ist, wenn die Zustellung per Gerichtsbrief oder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung erfolgt;

2° oder ab dem dritten Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief bei der Post aufgegeben worden ist, es sei denn, der Empfänger beweist das Gegenteil, wenn die Zustellung per Einschreiben oder per einfaches Schreiben erfolgt.

§ 3. Wenn in den Artikeln D 252 bis D 316 des vorliegenden Gesetzbuches sowie im vorschriftsmäßigen Teil des vorliegenden Gesetzbuches und in den anderen zu deren Durchführung gefassten Erlassen die Befugnisse von Beamten der Dienststellen der Wallonischen Region und der wallonischen öffentlichen Einrichtungen erwähnt werden, die von der Wallonischen Regierung zur Sicherung des Dienstes der durch diese Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches festgesetzten Steuern und Abgaben erwähnt werden, können diese Beamten sowohl dem ständigen Personal als auch dem Vertragspersonal der betreffenden Dienststelle oder Einrichtung angehören."

Art. 22 - In Artikel D 258, Absatz 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "innerhalb eines Monats nach Eingang ihres Antrags" durch den Wortlaut "innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Antrags, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 23 - Ein Artikel 258bis mit folgendem Wortlaut wird in Buch II desselben Gesetzbuches eingefügt:

"Art. D 258bis - § 1. Um zu bestimmen, ob eine Person die Gebühr oder die Abgabe zu zahlen hat und um die Bemessungsgrundlage und den Betrag der Gebühr oder der Abgabe festzusetzen, kann die Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf alle durch das allgemeine Recht angenommenen Beweismittel außer dem Eid zurückgreifen.

§ 2. Die in den Artikeln 254 bis 258 erwähnten Erklärungen, Auskünfte und Dokumente sowie die darin enthaltenen Angaben, die von Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mittels eines photographischen, optischen, elektronischen Verfahrens oder jeder anderen Informations- oder Telematiktechnik registriert, aufbewahrt oder reproduziert werden, sowie deren Darstellung auf einem lesbaren Träger haben Beweiskraft für die Erhebung der durch die Region eingenommenen Steuern und Abgaben."

Art. 24 - In Artikel D 259, Absatz 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "eine Frist von einem Monat" durch den Wortlaut "eine Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser Zustellung, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel D 260, § 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "eine Frist von einem Monat" durch den Wortlaut "eine Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser Zustellung, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel D 264 von Buch II desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem dieses Amt ausübenden Beamten" wird durch den Wortlaut "von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem Beamten, der dieses Amt ausübt, oder dem von ihm beauftragten Beamten" ersetzt;

2° es wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Wallonische Regierung kann jedoch Absatz 1 im Falle einer Strukturänderung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abändern, um den in Absatz 1 erwähnten zuständigen Beamten an die neue Struktur anzupassen."

Art. 27 - Artikel D 270 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D. 270 - § 1. Die Verjährung der Beitreibung der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen und der Steuerstrafen gilt ab dem Ablauf einer Frist von fünf Jahren ab:

- deren Fälligkeitsdatum, so wie dieses sich aus Artikel D 265, § 3 des vorliegenden Gesetzbuches ergibt, was die Gebühren und Abgaben und die Steuerstrafen betrifft;
- deren Fälligkeitsdatum, was die Zinsen betrifft.

§ 2. Diese Frist kann auf die in den Artikeln 2244 ff. des Zivilgesetzbuches vorgesehene Weise oder durch Verzicht auf die abgelaufene Zeit der Verjährung unterbrochen werden. Im Falle einer Unterbrechung der Verjährung besteht eine neue Verjährung, die auf dieselbe Weise unterbrochen werden kann, fünf Jahre nach der letzten, die vorige Verjährung unterbrechende Handlung, falls kein Gerichtsverfahren läuft.

§ 3. Jedes Gerichtsverfahren bezüglich der Festsetzung oder der Eintreibung der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen oder der Steuerstrafen, das durch die Wallonische Region, durch denjenigen, der diese Steuern, Zinsen oder Steuerstrafen schuldet, oder durch jede andere Person, die die Schuld zahlen muss, eingeleitet wird, unterbricht den Lauf einer in § 1 oder in § 2 erwähnten Verjährung.

Die Unterbrechung fängt mit der das Verfahren einleitenden Handlung an und endet, wenn der gerichtliche Beschluss rechtskräftig wird."

Art. 28 - In Artikel D 293, Absatz 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "binnen dem Monat der Bitte" durch den Wortlaut "innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens der Zustellung des Antrags, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 29 - Ein Artikel 293bis mit folgendem Wortlaut wird in Buch II desselben Gesetzbuches eingefügt:

"Art. D 293bis - § 1. Um zu bestimmen, ob eine Person die Steuer zu zahlen hat und um die Bemessungsgrundlage und den Betrag der Steuer festzusetzen, kann die Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf alle durch das allgemeine Recht angenommenen Beweismittel außer dem Eid zurückgreifen.

§ 2. Die in den Artikeln 289 bis 293 erwähnten Erklärungen, Auskünfte und Dokumente sowie die darin enthaltenen Angaben, die von Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie mittels eines photographischen, optischen, elektronischen Verfahrens oder jeder anderen Informations- oder Telematiktechnik registriert, aufbewahrt oder reproduziert werden, sowie deren Darstellung auf einem lesbaren Träger haben Beweiskraft für die Erhebung der durch die Region eingenommenen Steuern und Abgaben."

Art. 30 - In Artikel D 295, Absatz 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "eine Frist von einem Monat" durch den Wortlaut "eine Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser Zustellung, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel D 296, § 3 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "eine Frist von einem Monat" durch den Wortlaut "eine Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser Zustellung, so wie gemäß Artikel D 2ter, § 2 berechnet" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel D 298 von Buch II desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird der Wortlaut "von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem dieses Amt ausübenden Beamten" durch den Wortlaut "von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem Beamten, der dieses Amt ausübt, oder dem von ihm beauftragten Beamten" ersetzt;

2° es wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Die Wallonische Regierung kann jedoch Absatz 2 im Falle einer Strukturänderung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie abändern, um den in Absatz 2 erwähnten zuständigen Beamten an die neue Struktur anzupassen."

Art. 33 - In Artikel D 308 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "von dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem von ihm bevollmächtigten Beamten" durch den Wortlaut "von dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem Beamten, der dieses Amt ausübt, oder dem von ihm bevollmächtigten Beamten" ersetzt;

Art. 34 - Artikel D 312 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. D. 312 - § 1. Die Verjährung der Beitreibung der Abgabe für die Ableitung von Abwasser, der Zinsen und der Steuerstrafen gilt ab dem Ablauf einer Frist von fünf Jahren ab:

- deren Fälligkeitsdatum, so wie dieses sich aus Artikel 301 des vorliegenden Gesetzbuches ergibt, was die Abgabe und die Steuerstrafen betrifft;
- dem Tag, an dem der Zahlungsbefehl für vollstreckbar erklärt worden ist, was die Abgabe für die Ableitung von Abwasser, das kein Industrieabwasser ist, und die Steuerstrafen bezüglich dieser Abgabe betrifft;
- deren Fälligkeitsdatum, was die Zinsen betrifft.

§ 2. Diese Frist kann auf die in den Artikeln 2244 ff. des Zivilgesetzbuches vorgesehene Weise oder durch Verzicht auf die abgelaufene Zeit der Verjährung unterbrochen werden.

Im Falle einer Unterbrechung der Verjährung besteht eine neue Verjährung, die auf dieselbe Weise unterbrochen werden kann, fünf Jahre nach der letzten, die vorige Verjährung unterbrechende Handlung, falls kein Gerichtsverfahren läuft.

§ 3. Jedes Gerichtsverfahren bezüglich der Festsetzung oder der Eintreibung der Abgabe für die Ableitung von Abwasser, der Zinsen und der Steuerstrafen, das durch die Wallonische Region, durch denjenigen, der diese Abgaben, Zinsen oder Steuerstrafen schuldet, oder durch jede andere Person, die die Schuld zahlen muss, eingeleitet wird, unterbricht den Lauf einer in Artikel § 1 oder in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Verjährung.

Die Unterbrechung fängt mit der das Verfahren einleitenden Handlung an und endet, wenn der gerichtliche Beschluss rechtskräftig wird."

Art. 35 - In den Artikeln 254, 255, § 1, Absätze 1, 2 und 3, 256, 257, Absätze 1 und 3, 258, Absätze 1, 2 und 3, 259, Absätze 1 und 2, 260, § 1, Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 2, 262, Absatz 2, 264, 268, 3°, 280, § 1, Absätze 1 und 2 und § 2, Absatz 1, 281, § 1, Absatz 1, 289, 290, § 1, Absätze 1, 2 und 3, 291, 292, Absatz 1, 293, Absätze 1, 2 und 3, 294, Absatz 4, 295, Absätze 1 und 2, 296, § 1, Absatz 1 und § 2, 297, Absätze 1 und 2, 298, Absatz 2, 306, Absatz 1 und 307 von Buch II desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser" durch den Wortlaut "Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 36 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 20, 26, 32 und 33, die am 1. August 2008 wirksam werden.

KAPITEL IV — *Änderungen im Dekret vom 27. Mai 2004
zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände*

Art. 37 - In Artikel 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, dessen jetziger Wortlaut den § 1 bilden wird, werden ein § 2 und ein § 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"§ 2. Die in vorliegendem Dekret erwähnten Fristen werden gemäß den Artikeln 52, Absatz 1, 53 und 54 des Gerichtsgesetzbuches berechnet.

§ 3. Gegenüber dem Empfänger rechnet man die in Artikel 7, § 1 des vorliegenden Dekrets erwähnte Frist, die ab einer Zustellung auf Papier zu laufen beginnt:

1° entweder ab dem ersten Tag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief am Wohnsitz des Empfängers oder ggf. an seinem Aufenthaltsort oder seinem gewählten Wohnsitz vorgelegt worden ist, wenn die Zustellung per Gerichtsbrief oder per Einschreiben mit Empfangsbestätigung erfolgt;

2° oder ab dem dritten Werktag, der auf den Tag folgt, an dem der Brief bei der Post aufgegeben worden ist, es sei denn, der Empfänger beweist das Gegenteil, wenn die Zustellung per Einschreiben oder per einfaches Schreiben erfolgt."

Art. 38 - In Artikel 2, Absatz 2 desselben Gesetzes, abgeändert durch Artikel 2 des Dekrets vom 12. Mai 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt *d*) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"*d*) es wird keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr in mindestens einem Gebäude ausgeübt, ohne dass dieses Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung ist bzw. gewesen ist.

Gilt als neue Zweckbestimmung im Sinne des vorliegenden Dekrets die Bestimmung für Wohnzwecke, Bauten und Einrichtungen öffentlichen Dienstes oder gemeinschaftliche Einrichtungen, für sozial-kulturelle Einrichtungen oder touristische bzw. Freizeitausrüstungen, wenn diese Zweckbestimmung den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung einer solchen Tätigkeit am Standort regeln, genügt.

Gilt nicht als ausgeübt im Sinne der vorliegenden Bedingung die Tätigkeit jeder natürlichen oder juristischen Person, die den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung ihrer Tätigkeit regeln, nicht genügt.

Wenn das stillgelegte Gewerbebetriebsgelände ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind bzw. gewesen sind, und zugleich ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo eine wirtschaftliche Tätigkeit noch ausgeübt wird, oder die Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind oder gewesen sind, ist dieser Standort nur dann steuerpflichtig, wenn die Gesamtfläche am Boden der Gebäude, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind bzw. gewesen sind, 50% der Gesamtfläche am Boden der gesamten Gebäude überschreitet;";

2° in Punkt *e*), Absatz 1 wird der Wortlaut ", ohne dass dieses Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung ist bzw. gewesen ist," zwischen den Wortlaut "keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird" und den Wortlaut "muss einen Mangel" eingefügt.

Art. 39 - Artikel 4, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Steuer beläuft sich auf:

a) 550 Euro pro Ar bebauter Fläche am Boden der Katasterparzellen, auf denen Gebäude stehen, die die Bedingungen von Artikel 2, *d*) und *e*) erfüllen; wenn eine Parzelle ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Parzelle Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung ist bzw. gewesen ist, und zugleich ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo eine wirtschaftliche Tätigkeit noch ausgeübt wird, oder die Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind oder gewesen sind, entspricht die tatsächlich besteuerte bebaute Fläche am Boden dieser Parzelle der gesamten bebauten Fläche am Boden der Gebäude der Parzelle multipliziert mit dem Bruch, dessen Nenner diese gesamte bebaute Fläche am Boden aller Gebäude der Parzelle ist und dessen Zähler die gesamte bebaute Fläche am Boden der Gebäude, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind oder gewesen sind, ist;

b) 70 Euro pro Ar nicht bebauter Fläche der unter dem vorigen Punkt *a*) genannten Katasterparzellen wenn eine unter dem vorigen Punkt *a*) genannte Parzelle ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Parzelle Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung ist bzw. gewesen ist, und zugleich ein oder mehrere Gebäude umfasst, wo eine wirtschaftliche Tätigkeit noch ausgeübt wird oder die Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung gewesen sind, entspricht die tatsächlich besteuerte nicht bebaute Fläche dieser Parzelle der gesamten nicht bebauten Fläche der Parzelle, multipliziert mit dem Bruch, dessen Nenner die gesamte bebaute Fläche am Boden aller Gebäude der Parzelle ist und dessen Zähler die gesamte bebaute Fläche am Boden der Gebäude, wo keine wirtschaftliche Tätigkeit mehr ausgeübt wird, ohne dass diese Gebäude Gegenstand einer neuen Zweckbestimmung sind oder gewesen sind, ist.

Jeder Bruchteil eines Ars wird als eine Einheit gezählt."

Art. 40 - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

„Wenn ein Steuerpflichtiger jedoch Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Nutznießungsrechts von nur einem Teil eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes ist, schuldet diese Person:

— die für die bebauten Flächen am Boden geschuldete Steuer nur im Verhältnis zu der bebauten Fläche, die gemäß Artikel 4 besteuert wird und die sich auf der Katasterparzelle befindet, deren Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Nutznießungsrechts sie ist, im Verhältnis zu der bebauten Fläche, die sich auf dem gesamten Gelände befindet und gemäß Artikel 4 besteuert wird;

— die für die nicht bebauten Flächen geschuldete Steuer nur im Verhältnis zu der nicht bebauten Fläche, die gemäß Artikel 4 besteuert wird und die sich auf der Katasterparzelle befindet, deren Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Nutznießungsrechts sie ist, im Verhältnis zu der nicht bebauten Fläche, die sich auf dem gesamten Gelände befindet und gemäß Artikel 4 besteuert wird.“

Art. 41 - In Artikel 7, § 1 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 wird der Wortlaut „innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab der in Absatz 2 erwähnten Zustellung“ durch den Wortlaut „innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum des Wirksamwerdens dieser in Absatz 2 erwähnten Zustellung, so wie gemäß Artikel 1, § 3 berechnet,“ ersetzt;

2° Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 42 - In Artikel 8 desselben Dekrets wird das Wort „Bediensteten“ durch das Wort „Beamten“ ersetzt.

Art. 43 - In Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch Artikel 57 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut „die den Gegenstand des in Artikel 169, § 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Erlasses bilden“ durch den Wortlaut „die Gegenstand des in Artikel 169, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bilden,“ ersetzt;

2° in § 2 wird der Wortlaut „ab dem Besteuerungszeitraum, im Laufe dessen der in § 1 erwähnte Beschluss getroffen wurde“ durch den Wortlaut „zum Zeitpunkt des in § 1 erwähnten Erlasses für die ab dem Jahr des Antrags einforderebaren Abgaben“.

Art. 44 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

KAPITEL V — *Gemeinsame Bestimmungen für die Gesetze, Dekrete und Erlasse in Bezug auf die durch die Wallonische Region vereinnahmten Steuern und Abgaben*

Art. 45 - Die Wallonische Regierung kann die Bestimmungen der Gesetze und Dekrete in Bezug auf die durch die Wallonische Region vereinnahmten Steuern und Abgaben ganz oder teilweise und unter Berücksichtigung der ausdrücklichen oder stillschweigenden Änderungen, die an diesen Bestimmungen zum Zeitpunkt der Festsetzung des Gesetzbuches vorgenommen worden wären, in einem einzigen Gesetzbuch sammeln und miteinander in Übereinstimmung bringen.

Zu diesem Zweck kann sie:

1° die Reihenfolge, die Numerierung und im Allgemeinen die Präsentation der zu kodifizierenden Bestimmungen ändern;

2° die eventuell in den zu kodifizierenden Bestimmungen enthaltenen Verweise abändern, um sie mit der neuen Numerierung in Übereinstimmung zu bringen;

3° die Abfassung der zu kodifizierenden Bestimmungen abändern, um deren Übereinstimmung zu sichern, deren Terminologie zu vereinheitlichen und um die erforderlichen Änderungen im Hinblick auf eine formale Vereinfachung vorzunehmen, ohne dass die in diesen Bestimmungen verankerten Grundsätze beeinträchtigt werden können;

4° die Verfahrensregeln zwischen diesen verschiedenen durch die Wallonische Region vereinnahmten Steuern und Abgaben harmonisieren und die sich überschneidenden Bestimmungen streichen, was das Folgende betrifft:

- die steuerlichen Verpflichtungen;
- die Ermittlungen und die Kontrolle;
- die Beweismittel;
- das Besteuerungsverfahren;
- das Verfahren für die Zahlung der Steuerschulden;
- die Rückerstattungen;
- die Beschwerdewege und Instanzen;
- die Verzugszinsen und die Aufschubzinsen;
- die Steuerstrafen;
- die strafrechtlichen Sanktionen;
- die Beitreibung;
- die Verjährungen; Verfolgungen und Sicherheiten;
- die Pflichten der Beamten.

Der Erlass zur Kodifizierung wird Gegenstand eines Entwurfs eines Bestätigungsdekrets sein, der dem Wallonischen Parlament im Laufe der Sitzungsperiode, wenn es sich versammelt, oder am Anfang seiner nächsten Sitzungsperiode vorgelegt wird. Er wird erst am 1. Januar des auf seine Bestätigung durch das Wallonische Parlament folgenden Jahres in Kraft treten.

Art. 46 - § 1. Die in den folgenden Texten vorgesehenen Steuern und Abgaben werden durch die im vorigen Artikel vorgesehene Ermächtigung zur Kodifizierung betroffen :

— die Rundfunk- und Fernsehgebühr (Gesetz vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren) mit Ausnahme der Bestimmungen bezüglich der Definition der in diesem Gesetz erwähnten steuerbaren Grundlage;

— die Abgabe für die Ableitung von industriellem und häuslichem Abwasser (Artikel D 75 bis D 316 von Buch II des Umweltgesetzbuches), was die Verfahrensregeln betrifft;

— die Gebühr und die Abgabe für Wasserentnahmestellen (Artikel D 252 bis D 274 von Buch II des Umweltgesetzbuches), was die Verfahrensregeln betrifft;

- die Abgaben für Abfälle (Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6 Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen Abgaben), was die Verfahrensregeln betrifft;
- die Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände (Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände in der Wallonischen Region);
- die Steuer auf Automaten (Dekret vom 19. November 1998 zur Einführung einer Steuer auf Automaten in der Wallonischen Region).

Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben ist ebenfalls Gegenstand der im vorigen Artikel vorgesehenen Ermächtigung zur Kodifizierung.

§ 2. Die im vorigen Artikel vorgesehene Ermächtigung zur Kodifizierung betrifft ebenfalls die in Artikel 5, § 3 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnten regionalen Steuern, mit Ausnahme der Bestimmungen bezüglich der Definition der besteuerten Grundlage dieser regionalen Steuern, dies ab dem Zeitpunkt, zu dem die Wallonische Regierung der föderalen Regierung den regionalen Beschluss, dass sie den Dienst der betroffenen regionalen Steuern selbst gewährleisten wird, zugestellt hat.

In diesem Fall kann die Integration dieser Bestimmungen bezüglich der in das Gesetzbuch übertragenen regionalen Steuern nicht vor dem Tag in Kraft treten, an dem die Wallonische Region den Dienst der betroffenen regionalen Steuern tatsächlich gewährleistet.

KAPITEL VI — *Änderungen im Erbschaftssteuergesetzbuch*

Art. 47 - Artikel 1, 2° des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch den Wortlaut "nach Abzug der Schulden, die besonders diese Güter betreffen."

Art. 48 - Artikel 18 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 18 - Die Übertragungssteuer im Todesfall ist für die Gesamtheit der in Belgien befindlichen Immobilien geschuldet, die dem Verstorbenen oder dem Verschollenen gehören, nach Abzug der Schulden, die besonders mit diesen Gütern verbunden sind."

Art. 49 - Ein Artikel 27bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

"Art. 27bis - Die zulässigen Passiva in den in Belgien befindlichen unbeweglichen Gütern einer nicht im Königreich lebenden Person sind auf die besonders mit diesen Gütern verbundenen Schulden begrenzt."

Art. 50 - Artikel 32 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 32 - Sind aus den Passiva ausgeschlossen:

1° alle Schulden, die nur testamentarisch anerkannt sind;

2° alle finanziellen Verbindlichkeiten, die einer Schenkung die Form eines entgeltlichen Vertrags geben und die der für Schenkungen festgelegten Einregistrierungsgebühr nicht unterzogen worden sind."

Art. 51 - In Artikel 54, 1°, Absatz 3 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch Art. 13 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird der Wortlaut "der Tranchen dieses letzten Tarifs, den man tatsächlich auf diese anderen Güter nach Anwendung der Progressivität von Artikel 66ter anwenden kann," zwischen das Wort "Rate" und das Wort "angefangen" eingefügt.

Art. 52 - In Artikel 60 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Artikel 16 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1, Absatz 1, b) wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"wenn diese juristische Person eine Privatstiftung ist, muss diese Privatstiftung in Abweichung mit dem Vorhergehenden jedoch an diesem Sitz und zum Zeitpunkt des Eintritts des Erbfalls, als hauptsächliche Tätigkeit und uneigennützig Zielsetzungen sozialer Art verfolgen;";

2° in § 2, Absatz 1, b) wird der folgende Wortlaut gestrichen:

"wenn diese juristische Person eine Privatstiftung ist, muss diese Privatstiftung in Abweichung mit dem Vorhergehenden jedoch an diesem Sitz und zum Zeitpunkt des Eintritts des Erbfalls, als hauptsächliche Tätigkeit und uneigennützig, Zielsetzungen sozialer Art verfolgen;".

Art. 53 - In Artikel 60bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 und ersetzt durch Artikel 28 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 1°, Absatz 2 wird der Wortlaut "in Artikel 48" durch den Wortlaut "in den Artikeln 48 bis 60 und 60ter" ersetzt;

2° in § 1bis wird die Nr. 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1° es muss sich um einen Betrieb handeln, der seitens des in § 1 erwähnten Betriebs, oder seitens der Gesellschaft selbst oder der Gesellschaft und ihrer in § 1, 2°, a) genannten Tochtergesellschaften:

— entweder zum Zeitpunkt des Ablebens unter Arbeitsvertrag eingestelltes Personal im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigt;

— oder in dem am Datum des Sterbefalls der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich zusammenwohnender Partner, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und Mitglied einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige sind;";

3° in § 1bis, 3°

— wird der Wortlaut "spätestens gleichzeitig mit der Zustellung der Erbfallanmeldung" gestrichen;

— wird die Nr. 3° durch folgenden Wortlaut ergänzt: "Wenn die Bescheinigung nicht spätestens zur gleichen Zeit wie die Erbfallanmeldung dem Einnahmer übergeben wird, werden die Steuern gemäß dem Tarif der Artikel 48 bis 60 und 60ter berechnet, dies vorbehaltlich einer Rückerstattung unter den Bedingungen von Artikel 135, 8°; in diesem Fall ist Artikel 60bis auf die Güter, für die die Steuer zurückerstattet wird, anwendbar;";

4° in § 3, Absatz 1, 1° wird der Wortlaut "durch § 1 zugelassene" zwischen das Wort "eine" und das Wort "Tätigkeit" eingefügt;

5° in § 3 wird Absatz 1, 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

2° die Gesamtanzahl der Arbeitnehmer und der Selbstständigen, die die in § 1bis, 1° erwähnten Bedingungen erfüllen, in Vollzeiteinheiten ausgedrückt, wird wenigstens zu 75% erhalten, und zwar im Durchschnitt von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre ab dem Tode des *Erblässers*, entweder seitens des in § 1, 1° erwähnten Betriebs oder seitens der Gesellschaft selbst und ihrer etwaigen Filialen im Sinne von § 1, 2°, a). Dieser Durchschnitt wird berechnet, indem man die Summe der jährlichen Durchschnitte der Vollzeiteinheiten für die fünf vorerwähnten Jahre durch 5 teilt.

Wenn ein jährlicher Durchschnitt der Vollzeiteinheiten keine ganze Zahl ist, wird sie auf die höhere oder untere Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem die erste Dezimale mindestens 5 ist oder nicht;";

6° in § 3, Absatz 3:

— wird der Wortlaut "éoder zusätzlichen" zwischen den Wortlaut "Im Falle einer neuen" und den Wortlaut "teilweisen Bestimmung" eingefügt;

— wird der Wortlaut "oder zusätzlich" zwischen den Wortlaut "neuerdings" und den Wortlaut "zu Wohnzwecken" eingefügt;

7° in § 4, Absätze 1 und 2 wird der Wortlaut "und 60ter" zwischen den Wortlaut "Artikel 48 bis 60" und den Wortlaut "geschuldete Steuer" eingefügt";

8° in § 5, Absatz 1 wird der Wortlaut "und 60ter" zwischen den Wortlaut "Artikel 48 bis 60" und den Wortlaut "geschuldeten Steuer" eingefügt";

9° § 5, Absatz 2 wird mit dem Wortlaut "und 60ter" ergänzt;

10° in § 6, Absatz 2 wird der Wortlaut "und 60ter" zwischen den Wortlaut "Artikel 48 bis 60" und das Wort "bestimmt" eingefügt.

Art. 54 - In Artikel 60ter, § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 17 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

In Absatz 1 wird der Wortlaut "ggf. abgesehen von dem Wert des beruflichen Teils der besagten Immobilie, der dem verringerten Steuersatz von Artikel 60bis unterliegt," zwischen den Wortlaut "dieser Wohnung" und den Wortlaut "anwendbar ist" eingefügt;

2° in der Tabelle bezüglich des Tarifs wird der Wortlaut "Rate der Schenkung" durch den Wortlaut "Rate des Nettoanteils" ersetzt.

Art. 55 - In Artikel 135 desselben Gesetzbuches wird eine Nr. 8° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"8° wenn im in Artikel 60bis, § 1bis, 3° vorgesehenen Fall die dort erwähnte Bescheinigung beim Einnahmer innerhalb von zwei Jahren ab der Zahlung der Steuer vorgelegt wird."

Art. 56 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme:

— der Artikel 51, 52 und 54, 2°, die am 23. Dezember 2005 wirksam werden;

— des Artikels 53, 2° und 5°, der am 1. Januar 2006 wirksam wird.

— der Artikel 53, 3° und 55, die am 1. Januar 2006 wirksam werden; wenn die Erbfallanmeldung, in der die in Artikel 60bis, § 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches genannten Güter erwähnt werden, jedoch vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* abgegeben worden ist, ohne Anwendung des in dieser Bestimmung, so wie durch das vorliegende Dekret mit Wirkung am 1. Januar 2006 abgeändert, vorgesehenen verringerten Tarifs, läuft die in Artikel 135, 8° des Erbschaftssteuergesetzbuches, so wie durch Artikel 55 des vorliegenden Dekrets eingefügt, erwähnte Frist von zwei Jahren ab dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt*.

KAPITEL VII — Änderungen im Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuch

Art. 57 - In Artikel 13 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird Absatz 2 durch den Wortlaut "oder wenn die spezifische feste Gebühr nach Artikel 159bis bei der ersten Urkunde erhoben worden ist" ergänzt.

Art. 58 - Artikel 60, Absatz 3 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt: "oder eines zwingenden Grundes medizinischer, familiärer, beruflicher oder sozialer Art. Unter zwingendem Grund gesundheitlicher Art im Sinne des vorliegenden Absatzes versteht man insbesondere einen Zustand, in dem seitens des Käufers, seines Ehepartners, seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, seiner Nachkommen oder der Nachkommen seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners ein Pflegebedürfnis vorliegt, das nach dem Kauf der Wohnung aufgetreten ist und diese Personen in die Unmöglichkeit versetzt hat, sich tatsächlich zu installieren oder in dem Gebäude zu bleiben, selbst mit der Hilfe seiner Familie oder eines Familienhilfedienstes."

Art. 59 - In Artikel 131bis, § 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "Betrifft die Schenkung Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 2, 1° und 2° des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen" wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Betrifft die Schenkung Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 2, 1° des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen oder Anteile von Gesellschaften im Sinne von Artikel 140bis, § 3,";

2° unter Nr. 1°

— wird der Wortlaut "Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente (im Sinne des oben erwähnten Gesetzes vom 2. August 2002) einer Gesellschaft" durch den Wortlaut "Finanzinstrumente oder Gesellschaftsanteile bezüglich einer Gesellschaft" ersetzt;

— wird der Wortlaut "im Text der Urkunde" durch den Wortlaut "im Text oder am Fuße der Urkunde" ersetzt;

3° unter der Nr. 2° wird der Wortlaut "Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente" durch den Wortlaut "Finanzinstrumente oder Gesellschaftsanteile" ersetzt;

4° die Nr. 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"3° Finanzinstrumente oder Gesellschaftsanteile :

— die entweder durch ein in Artikel 4 des Gesetzes vom 20. Juli 2004 über bestimmte Formen der gemeinsamen Portfolioverwaltung genanntes Institut für gemeinsame Anlagen oder durch einen in der Richtlinie 85/611/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 1985 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren genannten Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) ausgegeben werden;

— oder die Gegenstand eines öffentlichen Angebots sind bzw. gewesen sind, entweder im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 16. Juni 2006 über das öffentliche Angebot von Anlageinstrumenten und die Zulassung von Anlageinstrumenten zum Handel auf geregelten Märkten, wenn das Angebot auf belgischem Gebiet erfolgt, oder in einem mit diesem Gesetz vom 16. Juni 2006 vergleichbaren Sinn, wenn das Angebot auf dem Gebiet eines anderen Mitgliedstaats, der Mitglied der Europäischen Union ist oder nicht, erfolgt.“

Art. 60 - In Artikel 131ter, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird der Wortlaut „, ggf. abgesehen von dem Wert des beruflichen Teils des besagten Immobilie, der dem verringerten Steuersatz nach Artikel 140bis unterliegt,“ zwischen den Wortlaut „ die Anwendung dieser Bestimmung beantragen“ und den Wortlaut „eine Proportionalgebühr“ eingefügt“.

Art. 61 - In Artikel 134 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 7 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Insoweit die Schenkung dem Tarif nach Art. 131ter unterliegt, wird die Auflage ebenfalls bei der Drittperson als Schenkung besteuert nach den folgendermaßen festgelegten Tarifen:

— in Artikel 131ter, § 1, wenn die Auflage einem Verwandten in direkter Linie gegenüber dem Schenker oder dem Gatten oder dem gesetzlich zusammenwohnenden Partner des Schenkers zugute kommt;

— in Artikel 131 in allen anderen Fällen.“

Art. 62 - Artikel 137 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Artikel 9 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 137 - Um den auf die der Gebühr nach Artikel 131 oder Artikel 131ter unterliegende Schenkung anwendbaren Tarif zu bestimmen, wird deren Besteuerungsgrundlage mit der Summe der Besteuerungsgrundlagen der bereits zwischen denselben Parteien erfolgten Schenkungen addiert, die durch Urkunden festgestellt worden sind, die weniger als drei Jahre vor dem Datum der neuen Schenkung ausgestellt wurden, und die vor demselben Datum registriert bzw. obligatorisch registrierbar worden sind und die der Steuer nach Artikel 131 oder Artikel 131ter unterliegen.

Bei einer gleichzeitigen Schenkung von der Steuer nach Artikel 131 unterliegenden Gütern und von der Steuer nach Artikel 131ter unterliegenden Gütern:

1° wird die Besteuerungsgrundlage der Schenkung der der Steuer nach Artikel 131ter unterliegenden Güter mit der Summe der Besteuerungsgrundlagen der bereits zwischen denselben Parteien erfolgten Schenkungen addiert, die durch Urkunden festgestellt worden sind, die weniger als drei Jahre vor dem Datum der neuen Schenkung ausgestellt wurden, und die vor demselben Datum registriert bzw. obligatorisch registrierbar worden sind und die der Steuer nach Artikel 131 oder Artikel 131ter unterliegen;

2° wird die Besteuerungsgrundlage der Schenkung der der Steuer nach Artikel 131 unterliegenden Güter mit der Summe der Besteuerungsgrundlagen

— der bereits zwischen denselben Parteien erfolgten Schenkungen addiert, die durch Urkunden festgestellt worden sind, die weniger als drei Jahre vor dem Datum der neuen Schenkung ausgestellt wurden, und die vor demselben Datum registriert bzw. obligatorisch registrierbar worden sind und die der Steuer nach Artikel 131 oder Artikel 131ter unterliegen, und

— der gleichzeitigen, der Steuer nach Artikel 131ter unterliegenden Schenkung addiert.“

Art. 63 - In Art. 140, Absatz 3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Art. 12, 3° des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird der Wortlaut “Wenn der Schenker“ durch den Wortlaut “Wenn der genannte Beschenkte“ ersetzt.

Art. 64 - In Artikel 140bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 68 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 und ersetzt durch Artikel 20 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 1°, Absatz 2 wird der Wortlaut “in Artikel 131“ durch den Wortlaut “in den Artikeln 131 bis 140“ ersetzt;

2° in § 2 wird die Nr. 1° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“1° es muss sich um einen Betrieb handeln, der seitens des in § 1, 1° erwähnten Betriebs, oder seitens der Gesellschaft selbst oder der Gesellschaft und ihrer in § 1, 2°, a) genannten Tochtergesellschaften:

— entweder zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde unter Arbeitsvertrag eingestelltes Personal im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigt;

— oder in dem am Datum der authentischen Schenkungsurkunde der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich zusammenwohnender Partner, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb im Europäischen Wirtschaftsraum beschäftigten Arbeitskräfte sind und Mitglied einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige sind;“;

3° in § 2 wird die Nr. 3° durch folgenden Wortlaut ergänzt: “Wenn die Erklärung nicht im Text oder am Fuße der Urkunde erfolgt, werden die Steuern gemäß dem Tarif der Artikel 131 bis 140 berechnet, dies vorbehaltlich einer Rückerstattung unter den Bedingungen von Artikel 209, 7°; in diesem Fall sind die Artikel 140bis bis 140octies auf die Güter, für die Steuer zurückerstattet wird, anwendbar.“

Art. 65 - In Artikel 140quinquies, § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 68 des Gesetzes vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch Artikel 23 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 1° wird der Wortlaut “durch Artikel 140bis, § 1 zugelassene“ zwischen das Wort “eine“ und das Wort “Tätigkeit“ eingefügt;

2° in Absatz 1 wird die Nr. 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“2° die Gesamtanzahl der Arbeitnehmer und der Selbstständigen, die die in Artikel 140bis, § 2, 1° erwähnten Bedingungen erfüllen, in Vollzeiteinheiten ausgedrückt, wird wenigstens zu 75 % erhalten, und zwar im Durchschnitt von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde, entweder seitens des in Artikel 140bis, § 1, 1° erwähnten Betriebs oder seitens der Gesellschaft selbst und ihrer etwaigen Tochtergesellschaften im Sinne von Artikel 140bis, § 1, 2°, a. Dieser Durchschnitt wird berechnet, indem man die Summe der jährlichen Durchschnitte der Vollzeiteinheiten für die fünf vorerwähnten Jahre durch 5 teilt.

Wenn ein jährlicher Durchschnitt der Vollzeiteinheiten keine ganze Zahl ist, wird sie auf die höhere oder untere Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem die erste Dezimale mindestens 5 ist oder nicht;“;

3° in Absatz 1 wird die Nr. 4° aufgehoben;

4° in Absatz 1, 5° wird der Wortlaut “nach dem Tod” durch den Wortlaut “ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde” ersetzt;

5° in Absatz 2

— wird der Wortlaut “oder zusätzlichen” zwischen den Wortlaut “Im Falle einer neuen” und den Wortlaut “teilweisen Bestimmung” eingefügt;

— wird der Wortlaut “oder zusätzlich” zwischen den Wortlaut “neuerdings” und den Wortlaut “zu Wohnzwecken” eingefügt.

Art. 66 - Artikel 140^{septies} desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch Artikel 25 des Dekrets vom 15. Dezember 2005, wird mit dem folgenden Wortlaut wieder eingefügt:

“Art. 140^{septies} - Die gemäß Artikel 140^{quinquies}, § 2 eintreibbare Steuer ist jedoch nicht geschuldet, falls das dingliche Recht auf die Güter, für die eine verringerte Steuer in Anspruch genommen wurde, Gegenstand einer unentgeltlichen Übertragung zugunsten des ursprünglichen Schenkers vor dem Ablauf der Frist von fünf Jahren ist, während deren die Bedingungen von Artikel 140^{quinquies}, § 1 aufrechterhalten werden müssen.”.

Art. 67 - In Titel I, Kapitel IV desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 21 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Abschnitt 21 - Urkunden, die von der Proportionalgebühr befreit sind und für die eine spezifische, feste Gebühr von 10 Euro zu zahlen ist

Art. 159^{bis} - § 1. Sind von der Proportionalgebühr befreit und unterliegen einer festen Gebühr von 10 Euro:

1° die in den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140^{octies} genannten Vereinbarungen, deren Annullierung, Aufhebung, Auflösung oder Kündigung jedoch auf gütliche Weise zwischen den Parteien spätestens zum Zeitpunkt, zu dem die Urkunde zur Registrierung vorgelegt wird, vereinbart worden ist, dies unter der Bedingung, dass:

a) die Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarung ebenfalls zur Registrierung vorgelegt wird, dies spätestens zur gleichen Zeit wie die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung, mit Anwendung der in 2° des vorliegenden § 1 vorgesehenen spezifischen, festen Gebühr;

b) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung noch nicht durch eine authentische Urkunde festgestellt worden ist;

c) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Abschluss der Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarung erfolgte;

2° die Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarungen betreffend Vereinbarungen, die den in den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140^{octies} vorgesehenen Proportionalgebühren unterliegen oder betreffend Vereinbarungen, die der festen Gebühr nach der Nr. 1° des vorliegenden § 1 unterliegen, wenn:

a) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung noch nicht durch eine authentische Urkunde festgestellt worden ist;

b) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Abschluss der Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarung erfolgte.

§ 2. Sind von der Proportionalgebühr befreit und unterliegen einer spezifischen Gebühr von 10 Euro:

1° die in den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140^{octies} erwähnten Vereinbarungen, deren Auflösung die Folge der Anwendung einer von Rechts wegen wirkenden auflösenden Bedingung ist, die spätestens zum Zeitpunkt, zu dem die Urkunde zur Registrierung vorgelegt wird, entstanden ist, dies unter der Bedingung, dass:

a) die Erfüllung der auflösenden Bedingung in einer von allen Parteien unterzeichneten und zur Registrierung vorgelegten Urkunde festgestellt wird, dies spätestens zur gleichen Zeit wie die aufgelöste Vereinbarung, unter Anwendung der in Nr. 2° des vorliegenden § 2 vorgesehenen spezifischen festen Gebühr auf diese schriftliche Urkunde; wenn die aufgelöste Vereinbarung durch eine authentische Urkunde festgestellt worden ist, muss diese Erfüllung der besagten auflösenden Bedingung in einer von allen Parteien unterzeichneten authentischen Urkunde festgestellt werden;

b) die aufgelöste Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Datum der Erfüllung der besagten auflösenden Bedingung erfolgte;

2° die Urkunden, die die Erfüllung einer von Rechts wegen wirkenden auflösenden Bedingung feststellen, die die Auflösung von Vereinbarungen, die den in den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140^{octies} vorgesehenen Proportionalgebühren unterliegen, oder von der festen Gebühr von Nr. 1° des vorliegenden § 2 unterliegenden Vereinbarungen zur Folge hat, unter der Bedingung, dass

a) wenn die aufgelöste Vereinbarung durch eine authentische Urkunde festgestellt worden ist, die Erfüllung der besagten auflösenden Bedingung ebenfalls durch eine von allen Parteien unterzeichnete authentische Urkunde festgestellt wird;

b) die aufgelöste Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Datum der Erfüllung der auflösenden Bedingung erfolgte.”

Art. 68 - In Artikel 209 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Artikel 28 des Gesetzes vom 23. Dezember 1958, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 2° wird in der französischen Fassung der Wortlaut “mise à néant pour cause de nullité” durch den Wortlaut “dont la nullité ou la rescision est prononcée ou constatée” ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Nr. 3° durch folgende Bestimmung ersetzt:

“3° die Proportionalgebühren, die aufgrund einer Vereinbarung vereinnahmt werden, deren Auflösung bzw. Zurückziehung durch ein Urteil oder einen rechtskräftigen Erlass verkündet bzw. beurkundet worden ist, unter der Bedingung, dass aus dem Beschluss hervorgeht, dass die Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor einem Antrag auf Auflösung, Zurückziehung oder auf Beurkundung der Auflösung oder Zurückziehung erfolgte, sogar wenn er bei einem nicht befugten Richter eingereicht worden ist;“;

3° in Absatz 1 wird eine Nr. 3°^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“3^{bis}. die Proportionalgebühren, die gemäß den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 3, 74 und 75 aufgrund einer Vereinbarung, die Gegenstand einer durch ein Urteil oder einen rechtskräftigen Erlass verkündeten Verringerung des Verkaufspreises wegen einer Garantie des Verkäufers in Anwendung der Artikel 1637 und 1644 des Zivilgesetzbuches gewesen ist, vereinnahmt werden, unter der Bedingung, dass aus dem Beschluss hervorgeht, dass die Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor einem Antrag, der hauptsächlich oder subsidiär auf diesen Bestimmungen fußt, erfolgte, auch wenn er bei einem nicht befugten Richter eingereicht worden ist; die Rückerstattung entspricht dem Betrag der Proportionalgebühren, die für den vom Verkäufer oder seinen Erbberechtigten zurückgezahlten Teil des Kaufpreises entrichtet worden ist, ohne dass diese Rückerstattung jedoch auswirken kann, dass die mit der entgeltlichen Übertragung dieser Immobilie verbundene Proportionalgebühr auf einer gesamten Besteuerungsgrundlage vereinnahmt wird, die unter dem Verkaufswert der Immobilie unter Berücksichtigung ihres tatsächlichen Zustands zum Zeitpunkt des Erwerbs liegt;”

4° in Absatz 1 werden eine Nr. 3^{ter} und 3^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“3^{ter} die Proportionalgebühren, die gemäß den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140octies aufgrund einer Vereinbarung, deren Annullierung, Aufhebung, Auflösung oder Kündigung auf gütliche Weise zwischen den Parteien vereinbart worden ist, vereinnahmt werden, dies unter der Bedingung, dass:

a) die Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarung zur Registrierung vorgelegt worden ist, dies spätestens zur gleichen Zeit wie der Antrag auf Rückerstattung;

b) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung noch nicht durch eine authentische Urkunde festgestellt worden ist;

c) die annullierte, aufgehobene, aufgelöste oder gekündigte Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Abschluss der Annullierungs-, Aufhebungs-, Auflösungs- oder Kündigungsvereinbarung erfolgte;

3^{quater} die Proportionalgebühren, die gemäß den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140octies aufgrund einer Vereinbarung, deren Auflösung das Ergebnis der Anwendung einer von Rechts wegen wirkenden auflösenden Bedingung ist, dies unter der Bedingung, dass:

a) die Erfüllung der auflösenden Bedingung in einer von allen Parteien unterzeichneten Urkunde, die spätestens zur gleichen Zeit wie der Antrag auf Rückerstattung zur Registrierung vorgelegt wird, beurkundet worden ist;

wenn die aufgelöste Vereinbarung durch eine authentische Urkunde beurkundet worden ist, muss die Erfüllung der besagten auflösenden Bedingung ebenfalls durch eine von allen Parteien unterzeichnete authentische Urkunde beurkundet werden;

b) die aufgelöste Vereinbarung nicht mehr als ein Jahr vor dem Datum der Erfüllung der auflösenden Bedingung erfolgt ist;”

5° in Absatz 1 wird eine Nr. 7° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

7° die Gebühren, die, wenn der Schenkungsempfänger den in Artikel 140bis, § 2, 3°, im Text oder am Fuße der Urkunde, vorgesehenen Verpflichtungen nicht genügt hat, vereinnahmt worden sind, wenn dieser Schenkungsempfänger im in Artikel 140bis, § 2, 3°, letzter Absatz vorgesehenen Fall, einen Antrag einreicht, um den verringerten Steuersatz nach Artikel 140bis innerhalb von zwei Jahren ab der Vorlage der Urkunde zur Registrierung in Anspruch zu nehmen; der Schenkungsempfänger, der die Anwendung des verringerten Steuersatzes beantragt, muss in diesem Antrag erklären, dass die Bedingungen von Artikel 140bis erfüllt sind, und muss die unterzeichnete Erklärung und die Belege, die sie begleiten müssen und die in Artikel 140bis, § 2, 3° erwähnt werden, beifügen; dieser Antrag hat dieselben Auswirkungen wie der in Artikel 2172 vorgesehene begründete Antrag;”

6° Absatz 2 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

“Außer im Fall von Absatz 1, 3^{bis} erfolgt die Rückerstattung ggf. nach Abzug der allgemeinen festen Gebühr. In Abweichung davon und im Falle der in 2°, 3°, 3^{ter} und 3^{quater} erwähnten Rückerstattungen erfolgt jedoch die Rückerstattung ggf. nach dem einzigen Abzug der in Artikel 159bis vorgesehenen spezifischen festen Gebühr von 10 Euro.”

Art. 69 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme:

— des Artikels 63, der am 23. Dezember 2005 wirksam wird;

— der Artikel 64, 2°, 65, 1°, 2°, 3° und 4° und 66, die am 1. Januar 2006 wirksam werden;

— der Artikel 64, 3° und 68, 5°, die am 1. Januar 2006 wirksam werden; wenn jedoch eine Urkunde betreffend Güter, die in Artikel 140bis, § 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches genannt werden, einer für die Schenkungen vorgesehenen Einregistrierungsgebühr vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* unterzogen worden ist, ohne Anwendung der durch diese Bestimmung, so wie durch das vorliegende Dekret mit Wirkung am 1. Januar 2006 abgeändert, vorgesehenen verringerten Gebühr, läuft die in Artikel 209, 7° des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, eingefügt durch Art. 68, 5° vorliegenden Dekrets, erwähnte Frist von zwei Jahren ab dem Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt*;

— des Artikels 58, der auf alle Ankäufe Anwendung findet, für die die in Artikel 60 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches erwähnten Fristen von fünf bzw. drei Jahren, je nach dem Fall, noch nicht am Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* abgelaufen sind;

— des Artikels 68, 1°, 2°, 3°, 4° und 6°, der auf alle Vereinbarungen Anwendung findet, die den in den Artikeln 44 bis 71, 72, Absatz 2, 74 und 75, 109 bis 114, 131 bis 140octies des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches vorgesehenen Proportionalgebühren unterliegen und die nicht mehr als zwei Jahre vor der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* erfolgt sind.

KAPITEL VIII — Änderungen im Gesetzbuch über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

Art. 70 - In Artikel 97quinquies, Absatz 2 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 5. März 2008, wird ein Strich drei mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“— der Betrag des Ökomalus entspricht 0 Euro für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind”

Art. 71 - In Artikel 97^{septies}, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des Dekrets vom 5. März 2008 5 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

— der Betrag des Ökotalus entspricht 0 Euro für die Fahrzeuge, die in Artikel 2, § 2, Absatz 2, 7° des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör erwähnt werden und die unter dem in Artikel 4, § 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen vorgesehenen spezifischen Zulassungszeichen zugelassen sind.“

Art. 72 - Das vorliegende Kapitel dieses Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen

M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2008-2009.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 980 (2008-2009) Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 29. April 2009

Diskussion. — Abstimmungen.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2290

[2009/202759]

30 APRIL 2009. — **Decreet houdende diverse wijzigingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, het Waterwetboek, het Wetboek der successierechten en het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, de Ecobonus en tot voorziening in een machtiging aan de Regering om de Waalse fiscale wetgeving te codificeren (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld*

Artikel 1. In de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld wordt er een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 1^{er bis}. § 1. De termijnen bedoeld in deze wet worden berekend overeenkomstig de artikelen 52, eerste lid, 53 en 54 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Ten opzichte van de ontvanger worden de termijnen bedoeld in de artikelen 9, § 3, eerste lid, 28, § 1, vierde lid, en § 3, vijfde lid, van deze wet die beginnen te lopen vanaf een kennisgeving op papier, berekend vanaf de datum van uitwerking van de kennisgeving, namelijk :

1° ofwel de eerste dag volgend op die waarop de brief voorgelegd is op de woonplaats van de ontvanger of, in voorkomend geval, op zijn verblijfplaats of zijn gekozen woonplaats, wanneer de kennisgeving bij gerechtsbrief of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht wordt verricht;

2° ofwel de derde dag volgend op die waarop de brief overgemaakt is aan de postdiensten behalve tegengesteld bewijs van de ontvanger, wanneer de kennisgeving per aangetekend schrijven of per gewoon brief wordt verricht.

§ 3. Wanneer deze wet alsmede de voor de uitvoering ervan genomen besluiten de bevoegdheden vermelden van de ambtenaren van de dienst aangewezen door de Waalse Regering om de dienst van het kijk- en luistergeld bedoeld in deze wet waar te nemen, kunnen die ambtenaren zowel tot het statutair personeel als het contractueel personeel van die dienst behoren.”

Art. 2. In artikel 9, § 3, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden “binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf het opsturen ervan” vervangen door de woorden “binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van uitwerking van de kennisgeving van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel *1bis*, § 2,”.

Art. 3. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 28 van het decreet van 27 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"Het bezwaar dient op straffe van verval uiterlijk binnen zes maanden na de datum van uitwerking van de kennisgeving van het aanslagbiljet te worden voorgelegd, zoals berekend overeenkomstig artikel 1bis, § 2. Voor de verschuldigen die het kijk- en luistergeld betwisten terwijl ze het ofwel spontaan ofwel op grond van een uitnodiging tot betalen hebben gekweten, dient het bezwaar evenwel op straffe van verval uiterlijk binnen zes maanden ofwel vanaf de datum van de spontane betaling ofwel vanaf de uiterste datum voor de betaling bedoeld in de artikelen 7, 9 en 10 te worden voorgelegd.";

2° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

"Het binnen die termijn niet-betwiste kijk- en luistergeld wordt geacht verschuldigd te zijn en de belasting wordt geacht regelmatig te zijn behalve aanvraag tot ontheffing gegrond op § 2.";

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Behalve wanneer een ontvankelijk bezwaar tevoren voorgelegd is en de aanvraag tot ontheffing gegrond is op dezelfde elementen en motiveringen als dat bezwaar, verleent de ambtenaar die door de Regering aangewezen is, de ontheffing van het kijk- en luistergeld waarvan de som hoger is dan de wettelijk verschuldigde som, die voortvloeit uit een onjuiste toepassing van de bepalingen van deze wet inzake de berekening van het bedrag van de verschuldigde retributie, zoals met name feitelijke vergissingen, dubbele heffingen, de gebrekkige overwegingen van een vrijstelling of een vermindering van een eventueel toepasselijke kijk- en luistergeld, nieuwe stukken of nieuwe feiten die met gegronde redenen laattijdig door de verschuldigde zijn voorgelegd, op voorwaarde dat die bijtaksen vastgesteld zijn door de dienst die door de Regering aangewezen is of die door de verschuldigde zijn gemeld :

— ofwel binnen drie jaar vanaf 1 januari van het jaar waarin het kijk- en luistergeld is gevestigd indien het het voorwerp heeft uitgemaakt van een inkohiering;

— ofwel binnen drie jaar na het einde van de in artikel 7 bedoelde periode in geval van kijk- en luistergeld dat niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een inkohiering.

De verschuldigde krijgt een ontvangstmelding waarbij de datum van de ontvangst van het verzoek tot ontheffing wordt vermeld.";

4° § 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Bij afwijzing van zijn bezwaarschrift of van zijn aanvraag tot ontheffing of indien de door de Regering aangewezen ambtenaar binnen zes maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het bezwaarschrift of van de aanvraag tot ontheffing door bedoeld ambtenaar geen beslissing heeft getroffen, kan de belastingplichtige een gerechtelijk beroep indienen tegen de beslissing getroffen door bedoeld ambtenaar of, bij gebreke van beslissing, tegen de belasting."

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift op tegenspraak of bij dagvaarding betekend aan het Gewest in de persoon van de Minister-President. De artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op dat gerechtelijk beroep.

Bij elk exemplaar van het verzoek of van de dagvaarding dient op straffe van nietigheid een afschrift van de beslissing van de ambtenaar te worden gevoegd. Indien de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt, nog geen beslissing getroffen heeft, dienen een afschrift van het bezwaar of van het verzoek tot ontheffing en een afschrift van de ontvangstmelding te worden gevoegd, op straffe van nietigheid.

De in het eerste lid bedoelde termijn van zes maanden wordt met drie maanden verlengd wanneer de betwiste belasting van ambtswege vastgesteld is overeenkomstig artikel 9, § 3, tweede lid.

Indien het gerechtelijk beroep ingediend wordt zonder dat enige beslissing getroffen is over het bezwaar of over het verzoek tot ontheffing na het verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, wordt de ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt, de zaak onttrokken.";

5° in § 4 vervallen de woorden "tot kwijtschelding";

6° in § 5 vervallen de woorden "tot kwijtschelding".

Art. 4. Artikel 29 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 29 van het decreet van 27 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 29. De inning van het kijk- en luistergeld, van de interesten en van de fiscale boetes verjaart na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen van :

— hun opeisbaarheidsdatum zoals ze voortvloeit uit artikel 26, § 3, wat betreft het overeenkomstig artikel 18 eventueel vermeerderd kijk- en luistergeld en de fiscale boeten;

— hun opeisbaarheidsdatum wat betreft de interesten."

Art. 5. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 6. In artikel 5 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, worden een § 2, een § 3 en een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

"2. De termijnen bedoeld in dit besluit worden berekend overeenkomstig de artikelen 52, eerste lid, 53 en 54 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Ten opzichte van de ontvanger worden de termijnen bedoeld in de artikelen 10, 14, 16 en 25 van dit decreet die beginnen te lopen vanaf een kennisgeving op papier, berekend vanaf de datum van uitwerking van de kennisgeving, namelijk :

1° ofwel de eerste dag volgend op die waarop de brief voorgelegd is op de woonplaats van de ontvanger of, in voorkomend geval, op zijn verblijfplaats of zijn gekozen woonplaats, wanneer de kennisgeving bij gerechtsbrief of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht wordt verricht;

2° ofwel sinds de derde dag volgend op die waarop de brief overgemaakt is aan de postdiensten behalve tegengesteld bewijs van de ontvanger, wanneer de kennisgeving per aangetekend schrijven of per gewoon brief wordt verricht.

§ 4. Wanneer dit decreet en de decreten tot bepaling van de belastingen en taksen waarop dit decreet van toepassing is alsmede de voor de uitvoering ervan genomen besluiten de bevoegdheden vermelden van de ambtenaren van de diensten van het Waalse Gewest en van de openbare Waalse instellingen aangewezen door de Waalse Regering om de dienst van de dienst van de belastingen en taksen vastgesteld bij de bovenvermelde decreten waar te nemen, kunnen die ambtenaren zowel tot het statutair personeel als het contractueel personeel van die dienst of van de betrokken instelling behoren."

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen door volgende bepaling :

"Belastingplichtigen die niet kunnen lezen of ondertekenen, mogen hun aangiften laten invullen door de ambtenaren van de dienst waar de aangifte moet worden ingediend, op voorwaarde dat de vereiste aangiften worden gegeven. Die omstandigheid wordt dan op de aangifte vermeld, welke ondertekend wordt door de ambtenaar die de aangifte heeft gekregen."

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt : "Binnen de termijn van één maand na de datum van uitwerking van de kennisgeving van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3, waarbij die termijn om wettige redenen verlengd kan worden, dienen de belastingplichtigen zonder zich te verplaatsen alle inlichtingen, boeken en stukken schriftelijk over te maken die door (de dienst die de Regering heeft aangewezen) nodig worden geacht om de rechtmatige inning der belasting te waarborgen."

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, wordt er een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. De aangiften, inlichtingen, boeken en stukken, attesten en beheersdocumenten bedoeld in de artikelen 6 tot 11^{ter} alsmede de gegevens die erin worden vermeld, die door de door de Regering aangewezen dienst opgenomen, behouden of gekopieerd worden volgens een fotografisch, optisch of elektronisch proces of door elke andere informatica- of telematicatechniek alsmede hun uitbeelding op een zichtbare drager, hebben bewijskracht voor de toepassing van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet."

Art. 10. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "binnen één maand te rekenen vanaf de datum waarop de wijziging van aangifte is opgestuurd" vervangen door de woorden "binnen één maand na de datum van uitwerking van het advies van wijziging, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3,".

Art. 11. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "met de rechtzetting van de aangifte" worden vervangen door de woorden "met de belasting van ambtswege";

2° in het tweede lid worden de woorden "over een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum waarop bedoelde kennisgeving is opgestuurd" vervangen door de woorden "over een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van deze kennisgeving, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3,".

Art. 12. In artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "binnen drie maanden na de datum waarop de belastingplichtige het aanslagbiljet toegestuurd heeft gekregen" vervangen door de woorden "binnen zes maanden na de datum van uitwerking, zoals berekend overeenkomstig artikel 5, § 3, van de kennisgeving van het aanslagbiljet".

Art. 13. In artikel 44 van hetzelfde decreet worden de woorden "door de Regering goedgekeurd" vervangen door de woorden "door de Minister van Financiën goedgekeurd".

Art. 14. In artikel 45, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "de te onteigenen" vervangen door de woorden "de uit te voeren".

Art. 15. Artikel 56 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 56. De inning van de belasting, van de interesten en van de fiscale boeten verjaart na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen van :

— hun vervaldatum zoals ze voortvloeit uit artikel 23 van dit decreet wat betreft de belastingen en de fiscale boeten;

— hun opeisbaarheidsdatum zoals ze voortvloeit uit artikel 29 van dit decreet wat betreft de interesten."

Art. 16. Artikel 57 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 57. § 1. Die termijn kan worden gestuit op de wijze voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of door afstand van de verstreken tijd van de verjaring.

Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank plaats heeft gevonden.

§ 2. Elke rechtszaak betreffende de vestiging of de inning van de belastingen, de interesten of van de fiscale boeten, die in het Waalse Gewest ingediend is door de persoon die deze belastingen, interesten of boeten moet betalen, of elke andere persoon die de schuld moet betalen, schorst de loop van een verjaring bedoeld in artikel 56 of in § 1 van dit artikel.

Het bezwaar en de aanvraag tot ontheffing schorsen ook de loop van de verjaring.

In geval van rechtszaak begint de schorsing met de akte van rechtsingang en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

In geval van bezwaar of aanvraag tot ontheffing begint de schorsing met de inleidende aanvraag van het administratief beroep en eindigt ofwel bij de indiening van een rechtszaak betreffende de belastingen of boeten bedoeld in het bezwaar of in de aanvraag tot ontheffing, ofwel bij het verstrijken van de termijn waarover de belastingplichtige beschikt om een beroep in te stellen tegen de administratieve beslissing."

Art. 17. Artikel 59 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 59. Het in artikel 58 bedoelde voorrecht neemt rang onmiddellijk na dat vermeld in artikel 19, 5°, van de wet van 16 december 1851.

De toewijzing bij voorkeur, ingevoerd bij artikel 19 *in fine* van de wet van 16 december 1851, is van toepassing op de belastingen en taksen waarop artikel 58 van dit decreet toepasselijk is."

Art. 18. In artikel 48 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt het woord "directe" door het woord "Waalse" vervangen.

Art. 19. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, uitgezonderd artikel 11, 1°, dat uitwerking heeft op dezelfde datum als artikel 59, 2°, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van Boek II van het Milieuwetboek*

Art. 20. Artikel 2, 51°, van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

"51° "ambtenaar belast met de invordering" : de ambtenaar die in het ambt van "ontvanger der belastingen en retributies" is geïnstalleerd bij het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst; de Waalse Regering kan evenwel die begripsomschrijving wijzigen in geval van wijziging van de structuur van de Waalse Overheidsdienst om de erin bedoelde ambtenaar aan te passen aan de nieuwe structuur;"

Art. 21. In Boek II van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D2ter ingevoegd :

"Art. D. 2ter § 1. De termijnen bedoeld in de artikelen D 252 tot D 274 van dit Wetboek en in de artikelen D 275 tot D 316 van dit Wetboek worden berekend overeenkomstig de artikelen 52, eerste lid, 53 en 54 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Ten opzichte van de ontvanger worden de termijnen bedoeld in de artikelen D 258, derde lid, D 259, derde lid, D 260, § 3, D 293, derde lid, D 295, derde lid en D 296, § 3, van dit Wetboek die beginnen te lopen vanaf een kennisgeving op papier, berekend vanaf de datum van uitwerking van de kennisgeving, namelijk :

1° ofwel de eerste dag volgend op die waarop de brief voorgelegd is op de woonplaats van de ontvanger of, in voorkomend geval, op zijn verblijfplaats of zijn gekozen woonplaats, wanneer de kennisgeving bij gerechtsbrief of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht wordt verricht;

2° ofwel de derde dag volgend op die waarop de brief overgemaakt is aan de postdiensten behalve tegengesteld bewijs van de ontvanger, wanneer de kennisgeving per aangetekend schrijven of per gewone brief wordt verricht.

§ 3. Wanneer de artikelen D 252 tot D 316 van dit Wetboek alsmede het regelgevend deel van dit Wetboek en de voor de uitvoering ervan genomen besluiten de bevoegdheden vermelden van de ambtenaren van de diensten van het Waalse Gewest en van de openbare Waalse instellingen aangewezen door de Waalse Regering om de dienst van de belastingen en taksen vastgesteld bij de bepalingen van dit Wetboek waar te nemen, kunnen die ambtenaren zowel tot het statutair personeel als het contractueel personeel van die dienst of van de betrokken instelling behoren."

Art. 22. In artikel D 258, derde lid, Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "binnen de maand na de aanvraag" vervangen door de woorden "binnen één maand na de datum van uitwerking van de kennisgeving van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 23. In Boek II van hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D 258bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 258bis § 1. Om te bepalen of een persoon onderworpen is aan de heffing of aan de belasting en om de grondslag en het bedrag van de heffing of de belasting vast te stellen kan het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst alle bewijsmiddelen aanwenden die door het gemene recht worden toegelaten, behalve de eed.

"§ 2. De aangiften, inlichtingen en stukken bedoeld in de artikelen 254 tot 258 alsmede de gegevens die erin worden vermeld, die door het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu of Water van de Waalse Overheidsdienst opgenomen, behouden of gekopieerd worden volgens een fotografisch, optisch of elektronisch proces of door elke andere informatica- of telematicatechniek alsmede hun uitbeelding op een zichtbare drager, hebben bewijskracht voor de toepassing van de belastingen en taksen geïnd door het Gewest."

Art. 24. In artikel D 259, derde lid, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening" vervangen door de woorden "binnen één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van die betekening, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 25. In artikel D 260, § 3, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening" vervangen door de woorden "een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van die betekening, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 26. In artikel D 264 van Boek II van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent" worden vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar";

2° er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De Waalse Regering kan nochtans het eerste lid wijzigen in geval van wijziging van de structuur van de Waalse Overheidsdienst om de in het eerste lid bedoelde bevoegde ambtenaar aan te passen aan de nieuwe structuur."

Art. 27. Artikel D 270 van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D 270. § 1. De inning van de heffing of de belasting, van de interesten en van de fiscale boetes verjaart na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen van :

— hun vervaldatum zoals ze voortvloeit uit artikel D 265, § 3, van dit Wetboek wat betreft de heffing en belasting en de fiscale boeten;

— hun opeisbaarheidsdatum wat betreft de interesten.

§ 2. Die termijn kan worden gestuit op de wijze voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of door afstand van de verstreken tijd van de verjaring. Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank plaats heeft gevonden.

§ 3. Elke rechtszaak betreffende de vestiging of de inning van de heffing of de belasting, de interesten of van de fiscale boeten, die ingediend is door het Waalse Gewest, door de persoon die deze belastingen, interesten of boeten moet betalen, of elke andere persoon die de schuld moet betalen, schorst de loop van een verjaring bedoeld in § 1 of in § 2.

De schorsing begint met de akte van rechtsingang en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden."

Art. 28. In artikel D 293, derde lid, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "binnen de maand van de aanvraag" vervangen door de woorden "binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van de kennisgeving van de aanvraag, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 29. In Boek II van hetzelfde Wetboek wordt er een artikel D 293bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D. 293bis § 1. Om te bepalen of een persoon onderworpen is aan de belasting en om de grondslag en het bedrag van de belasting vast te stellen, kan het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst alle bewijsmiddelen aanwenden die door het gemene recht worden toegelaten, behalve de eed.

"§ 2. De aangiften, inlichtingen en stukken bedoeld in de artikelen 289 tot 293 alsmede de gegevens die erin worden vermeld, die door het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu of Water van de Waalse Overheidsdienst opgenomen, behouden of gekopieerd worden volgens een fotografisch, optisch of elektronisch proces of door elke andere informatica- of telematicatechniek alsmede hun uitbeelding op een zichtbare drager, hebben bewijskracht voor de toepassing van de belastingen en taksen geïnd door het Gewest."

Art. 30. In artikel D 295, derde lid, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking" vervangen door de woorden "een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van die kennisgeving, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 31. In artikel D 296, derde lid, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking" vervangen door de woorden "een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van die kennisgeving, zoals berekend overeenkomstig artikel D 2ter, § 2,".

Art. 32. In artikel D 298 van Boek II van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dat ambt vervult." vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar";

2° er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De Waalse Regering kan evenwel het eerste lid wijzigen in geval van wijziging van de structuur van de Waalse Overheidsdienst om de in het eerste lid bedoelde bevoegde ambtenaar aan te passen aan de nieuwe structuur."

Art. 33. In artikel D 308 van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "door de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem afgevaardigde ambtenaar" vervangen door de woorden "door de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar".

Art. 34. Artikel D 312 van Boek II van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D 312. § 1. De inning van de belasting op het lozen van afvalwater, van de interesten en van de fiscale boeten verjaart na het verstrijken van een termijn van vijf jaar te rekenen van :

- de vervaldatum zoals ze voortvloeit uit artikel D 301 van dit decreet wat betreft de belasting en de fiscale boeten;
- de datum waarop het dwangbevel uitvoerbaar is verklaard wat betreft de belasting op het lozen van afvalwater ander dan het industrieel afvalwater en de fiscale boeten betreffende die belasting;
- hun opeisbaarheidsdatum wat betreft de interesten.

§ 2. Die termijn kan worden gestuit op de wijze voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek of door afstand van de verstreken tijd van de verjaring.

Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank plaats heeft gevonden.

§ 3. Elke rechtszaak betreffende de vestiging of de inning van de belasting op het lozen, de interesten of van de fiscale boeten, die ingediend is door het Waalse Gewest, door de persoon die deze belastingen, interesten of boeten moet betalen, of elke andere persoon die de schuld moet betalen, schorst de loop van een verjaring bedoeld in § 1 of in § 2.

De schorsing begint met de akte van rechtsingang en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden."

Art. 35. In de artikelen 254, 255, § 1, eerste, tweede en derde lid, 256, 257, eerste en derde lid, 258, eerste, tweede en derde lid, 259, eerste en tweede lid, 260, § 1, eerste lid en § 2, 261, eerste en tweede lid, 262, tweede lid, 264, 268, 3°, 280, § 1, eerste en tweede lid, en § 2, eerste lid, 281, 285, § 1, eerste lid, 289, 290, § 1, eerste, tweede en derde lid, 291, 292, eerste lid, 293, eerste, tweede en derde lid, 294, vierde lid, 295, eerste en tweede lid, 296, § 1, eerste lid, en § 2, 297, eerste en tweede lid, 298, tweede lid, 306, eerste lid, en 307, van Boek II van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water" vervangen door de woorden "Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 36. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 20, 26, 32 en 33, die op 1 augustus 2008 uitwerking hebben.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten*

Art. 37. In artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, waarvan de huidige tekst § 1 vormt, worden §§ 2 en 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. De termijnen bedoeld in dit decreet worden berekend overeenkomstig de artikelen 52, eerste lid, 53 en 54 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Ten opzichte van de ontvanger wordt de termijn bedoeld in artikel 7, § 1, van dit decreet, die begint te lopen vanaf een kennisgeving op papier, berekend vanaf :

1° ofwel de eerste dag volgend op die waarop de brief voorgelegd is op de woonplaats van de ontvanger of, in voorkomend geval, op zijn verblijfplaats of zijn gekozen woonplaats, wanneer de kennisgeving bij gerechtsbrief of per aangetekend schrijven met ontvangstbericht wordt verricht;

2° ofwel de derde dag volgend op die waarop de brief overgemaakt is aan de postdiensten behalve tegengesteld bewijs van de ontvanger, wanneer de kennisgeving per aangetekend schrijven of per gewone brief wordt verricht."

Art. 38. Artikel 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 2 van het decreet van 12 mei 2004, wordt gewijzigd als volgt :

1° punt *d*) wordt vervangen als volgt :

"*d*) er wordt geen enkele economische activiteit meer in minstens één bebouwd goed uitgeoefend, zonder dat dat bebouwd goed het voorwerp heeft uitgemaakt of uitmaakt van een herbestemming.

In de zin van dit decreet wordt beschouwd als herbestemming, de bestemming voor het wonen, voor openbare gebouwen en inrichtingen of voor bouwwerken en inrichtingen van gemeenschappelijke uitrustingen, voor socio-culturele inrichtingen, voor toeristische of recreatieuitrustingen wanneer die bestemming de wetsbepalingen die de uitoefening van een dergelijke activiteit op de site regelen, naleeft.

De activiteit van elke natuurlijke of elke rechtspersoon die de wetsbepalingen niet in acht neemt die de uitoefening van zijn activiteit regelen, wordt, in de zin van deze voorwaarde, niet als uitgeoefend beschouwd.

Indien de afgedankte bedrijfsruimte één of meerdere bebouwde goederen bevat waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt, zonder dat die bebouwde goederen het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming, en één of meerdere bebouwde goederen waar er nog een economische activiteit uitgeoefend wordt, of die het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming, is de site enkel belastbaar indien de totale grondoppervlakte van de bebouwde goederen waar er geen enkele economische activiteit meer georganiseerd wordt, zonder dat die bebouwde goederen het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming, 50 p.c. van de totale grondoppervlakte van het geheel van de bebouwde goederen te boven gaat;"

2° in punt *e*), eerste lid, worden de woorden "zonder dat dit bebouwd goed het voorwerp heeft uitgemaakt of uitmaakt van een herbestemming" ingevoegd tussen de woorden "waar er geen enkele economische activiteit meer georganiseerd wordt" en de woorden ", dient één of meer gebreken".

Art. 39. Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"De aanslagvoet wordt vastgesteld op :

a) 550 euro per are bebouwde grondoppervlakte van de kadastrale percelen waarop bebouwde goederen gelegen zijn die de voorwaarden van artikel 2, *d*) en *e*) vervullen; wanneer één perceel één of meerdere bebouwde goederen bevat waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt, zonder dat dit perceel het voorwerp heeft uitgemaakt of uitmaakt van een herbestemming, en één of meerdere bebouwde goederen waar er nog een economische activiteit uitgeoefend wordt of die het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming, is de werkelijk belaste bebouwde grondoppervlakte van dat perceel gelijk aan de totale grondoppervlakte van het geheel van de bebouwde goederen van het perceel vermeerderd met het breukdeel waarvan de noemer gelijk is aan die totale grondoppervlakte van het geheel van de bebouwde goederen van het perceel en waarvan de teller gelijk is aan de totale grondoppervlakte van de bebouwde goederen waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt, zonder dat die bebouwde goederen het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming;

b) 70 euro per are niet-bebouwde grondoppervlakte van de in *a*) bedoelde kadastrale percelen; wanneer één perceel bedoeld in *a*) één of meerdere bebouwde goederen bevat waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt, zonder dat dit perceel het voorwerp heeft uitgemaakt of uitmaakt van een herbestemming, en één of meerdere bebouwde goederen waar er nog een economische activiteit uitgeoefend wordt of die het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming, is de werkelijk belaste niet-bebouwde grondoppervlakte van dat perceel gelijk aan de totale niet-bebouwde grondoppervlakte van het perceel vermeerderd met het breukdeel waarvan de noemer gelijk is aan die totale grondoppervlakte van het geheel van de bebouwde goederen van het perceel en waarvan de teller gelijk is aan de totale grondoppervlakte van de bebouwde goederen waar geen enkele economische activiteit meer uitgeoefend wordt, zonder dat die bebouwde goederen het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een herbestemming.

Elk breukdeel van een are wordt als één eenheid geteld."

Art. 40. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

"Wanneer de belastingplichtige evenwel niet eigenaar of houder is van het zakelijk genotsrecht op een deel van een afgedankte bedrijfsruimte, moet die persoon :

— de verschuldigde belasting voor de bebouwde grondoppervlakten slechts betalen naar rato van de bebouwde oppervlakte die belast wordt overeenkomstig artikel 4 en die gelegen is op het kadastrale perceel waarvan hij eigenaar is of waarvoor hij houder is van een zakelijk genotsrecht, ten opzichte van de bebouwde oppervlakte gelegen op het geheel van de site en belast overeenkomstig artikel 4;

— de verschuldigde belasting voor de niet-bebouwde grondoppervlakten slechts betalen naar rato van de niet-bebouwde oppervlakte die belast wordt overeenkomstig artikel 4 en die gelegen is op het kadastrale perceel waarvan hij eigenaar is of waarvoor hij houder is van een zakelijk genotsrecht, ten opzichte van de bebouwde oppervlakte gelegen op het geheel van de site en belast overeenkomstig artikel 4."

Art. 41. Artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het derde lid worden de woorden "binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving bedoeld in het tweede lid" vervangen door de woorden "binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de datum van uitwerking van die kennisgeving bedoeld in het tweede lid, zoals berekend overeenkomstig artikel 1, § 3.";

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt in de Franse versie het woord "agents" vervangen door het woord "ambtenaren".

Art. 43. Artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 57 van het programmadecreet van 23 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de woorden "die het voorwerp zijn van het besluit bedoeld in artikel 169, § 4, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium" vervangen door de woorden "die het voorwerp zijn van het besluit bedoeld in artikel 169, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.";

2° in § 2 worden de woorden "vanaf het belastbaar tijdperk waarin de beslissing bedoeld in § 1 getroffen is" vervangen door de woorden "vanaf het moment van het in § 1 bedoelde besluit voor de vanaf het jaar van de aanvraag invorderbare belastingen".

Art. 44. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen gemeen aan de wetten, decreten en besluiten betreffende de belastingen en taksen geïnd door het Waalse Gewest*

Art. 45. De Waalse Regering kan het geheel of een gedeelte van de bepalingen van de wetten en decreten betreffende de door het Waalse Gewest geïnde belastingen en taksen in één enig wetboek verenigen en in overeenstemming brengen met inachtneming van de uitdrukkelijke of impliciete wijzigingen die in die bepalingen zouden worden aangebracht op het moment waarop het wetboek zal worden opgemaakt.

Daartoe kan zij :

- 1° de orde, de nummering en in het algemeen, de voorstelling van de te codificeren bepalingen wijzigen;
- 2° de verwijzingen vermeld in de te codificeren bepalingen wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;
- 3° de redactie van de te codificeren bepalingen wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, en er de wijzigingen aan te brengen met het oog op een formele vereenvoudiging zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn;
- 4° de procedureregels tussen die verschillende belastingen en taksen geïnd door het Waalse Gewest harmoniseren en de bepalingen schrappen die elkaar overlappen en die betrekking hebben op :
 - de fiscale verplichtingen;
 - de onderzoeken en controle;
 - de bewijsmiddelen;
 - de belastingprocedure;
 - de betalingswijze van de fiscale schulden;
 - de terugbetalingen;
 - de beroepsmiddelen en de gedingen;
 - de nalatigheidsintresten en de moratoriumsintresten;
 - de fiscale sancties;
 - de strafrechtelijke sancties;
 - de inning;
 - de verjaringen, vervolgingen en zekerheden;
 - de plichten van de ambtenaren.

Het codificatiebesluit zal het voorwerp uitmaken van een ontwerp-decreet ter bevestiging dat onderworpen zal worden aan het Waalse Parlement tijdens de zitting als de parlementsleden verenigd zijn, of anders in het begin van zijn eerstvolgende zitting. Het zal pas op 1 januari van het jaar volgend op het jaar van zijn bevestiging door het Waalse Parlement in werking treden.

Art. 46. § 1. De belastingen en taksen bedoeld in de volgende teksten komen in aanmerking voor de machtiging tot codificatie bedoeld in het vorige artikel :

- het kijk- en luistergeld (wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld) met uitzondering van de bepalingen betreffende de begripsomschrijving van de in die wet bedoelde belastbare materie;
- de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater (artikelen D 75 tot D 316 van Boek II van het Milieuwetboek) wat betreft de procedureregels;
- de retributies en belasting op de waterwinningen (artikelen D.252 tot D.274 van Boek II van het Milieuwetboek) wat betreft de procedureregels;
- de belastingen op afval (fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen) wat betreft de procedureregels;
- de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten (decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimte in het Waalse Gewest);
- de belasting op automaten (decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest)

Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen komt ook in aanmerking voor de machtiging tot codificatie bedoeld in het vorige artikel.

§ 2. Voor de in vorige artikel bedoelde machtiging tot codificatie komen ook in aanmerking, de gewestelijke belastingen bedoeld in artikel 5, § 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, met uitzondering van de bepalingen betreffende de begripsomschrijving van de belastbare materie van die gewestelijke belastingen vanaf het moment waarop de Waalse Regering de gewestelijke beslissing om de dienst van de betrokken gewestelijke belastingen zelf waar te nemen, betekend heeft aan de federale Regering.

In dit geval mag de invoering van deze bepalingen betreffende de overgedragen gewestelijke belastingen in het Wetboek pas ten vroegste op de datum waarop het Waalse Gewest de dienst van de betrokken gewestelijke belastingen werkelijk waarneemt, in werking treden.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen in het Wetboek der Successierechten*

Art. 47. Artikel 1, 2°, van het Wetboek der successierechten wordt aangevuld met de woorden "na aftrek van de schulden die in het bijzonder betrekking hebben op die goederen".

Art. 48. Artikel 18 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. Het recht van overgang bij overlijden is verschuldigd op de algemeenheid der in België gelegen onroerende goederen, die aan de overledene of aan de afwezige toebehoren, na aftrek van de schulden die in het bijzonder betrekking hebben op die goederen."

Art. 49. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 27bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 27bis. Als aannemelijk passief met betrekking tot de onroerende goederen gelegen in België van een niet-Rijksinwoner gelden slechts de schulden die in het bijzonder betrekking hebben op die goederen."

Art. 50. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 32. Worden uitgesloten uit het passief :

- 1° alle schulden die alleen bij testament worden erkend;

2° alle schuldbekentenissen van sommen die een bevoordeling vermommen onder het voorkomen van een contract ten bezwarenden titel, en niet aan het voor de schenkingen gevestigd registratierecht werden onderworpen.”

Art. 51. Artikel 54, 1°, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 13 van het decreet van 15 december 2005 wordt aangevuld met de woorden “van laatstgenoemd tarief dat werkelijk van toepassing op die andere goederen na toepassing van het progressief karakter van artikel 66ter.”

Art. 52. Artikel 60 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 16 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1, eerste lid, b) wordt aangevuld met volgend lid :

“In afwijking van voorgaande dient die stichting evenwel, indien die rechtspersoon een privé-stichting is, in die zetel als hoofdactiviteit of met een belangeloos doel, doelen van maatschappelijke aard te vervolgen op het ogenblik dat de erfopvolging openvalt;”;

2° in § 2, eerste lid, b) vervallen de volgende woorden :

“In afwijking van voorgaande dient die stichting evenwel, indien die rechtspersoon een privé-stichting is, in die zetel als hoofdactiviteit of met een belangeloos doel, doelen van maatschappelijke aard te vervolgen op het ogenblik dat de erfopvolging openvalt;”.

Art. 53. Artikel 60bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van het programmadecreet van 17 december 1997 en vervangen bij artikel 28 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 1°, tweede lid, worden de woorden “in artikel 48” vervangen door de woorden “in de artikelen 48 tot 60 en 60ter”;

2° in § 1bis, wordt punt 1° vervangen als volgt :

“1° dient een onderneming te betreffen, ofwel in hoofde van de in § 1, 1° bedoelde onderneming, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf of van de vennootschap en van haar dochtervennootschappen bedoeld in § 1, 2°, a) :

— die op de datum van het overlijden personeel aangeworven op grond van een arbeidscontract in de Europese economische ruimte tewerkstelt;

— ofwel waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige in de Europese economische ruimte tewerkgestelde werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen op de datum van het overlijden;”;

3° in § 1bis, 3°,

— vervallen de woorden “uiterlijk terzelfder tijd als de successieaangifte”;

— wordt punt 3° aangevuld met de woorden “Wanneer het attest niet overgemaakt wordt aan de ontvanger uiterlijk terzelfder tijd als de successieaangifte, worden de rechten berekend tegen het tarief van de artikelen 48 tot 60 en 60ter onder voorbehoud van een teruggave onder de voorwaarden van artikel 135, 8°, in welk geval artikel 60bis van toepassing is op de goederen waarvoor het recht teruggegeven wordt.”;

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden “zoals toegelaten bij § 1” ingevoegd tussen de woorden “de onderneming verder actief blijft” en de woorden “tijdens minstens vijf jaar”;

5° in § 3 wordt het eerste lid, 2°, vervangen als volgt :

“2° het totaal aantal werknemers en het totaal aantal zelfstandigen die voldoen aan de voorwaarden van § 1bis, 1°, waarbij dat totaal aantal uitgedrukt wordt in voltijdse eenheden, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van het overlijden van de cujus in jaargemiddelden op minstens 75 pct. van zijn bestand behouden blijft, ofwel als onderneming zelf bedoeld in § 1, 1°, of als onderneming zelf samen met haar eventuele dochtervennootschappen bedoeld in § 1, 2°, a). Dat gemiddelde wordt berekend door het totaal van de jaargemiddelden van de voltijdse eenheden door 5 te delen voor de bovenvermelde vijf jaar.

Als een jaargemiddelde van de voltijdse eenheden geen geheel getal is, wordt het afgerond naar beneden of naar boven al naar gelang zijn eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5;

6° in § 3, derde lid, :

— worden de woorden “of bijkomende” ingevoegd tussen de woorden “een nieuwe” en de woorden “bestemming krijgt”;

— worden de woorden “of de bijkomende” ingevoegd tussen de woorden “het onroerend goed dat de nieuwe” en de woorden “bestemming als bewoning kreeg”;

7° in § 4, eerste en tweede lid, worden de woorden “en 60ter” ingevoegd tussen de woorden “artikelen 48 tot en met 60” en de woorden “verschuldigde recht”;

8° in § 5, eerste lid, worden de woorden “en 60ter” ingevoegd tussen de woorden “de artikelen 48 tot en met 60” en de woorden “vóór verstrijken”;

9° in § 5, tweede lid, worden de woorden “en 60ter” ingevoegd tussen de woorden “artikelen 48 tot en met 60” en de woorden “wenst te betalen”

10° in § 6, tweede lid, worden de woorden “en 60ter” ingevoegd tussen de woorden “de artikelen 48 tot en met 60” en de woorden “verschuldigde recht”.

Art. 54. Artikel 60ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 17 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden “na aftrek, in voorkomend geval, van de waarden van het beroepsdeel van dat onroerend goed onderworpen aan het verlaagde percentage van artikel 60bis” ingevoegd tussen “op de nettowaarde van zijn aandeel in die woning” en de woorden “vastgesteld volgens het tarief aangegeven”;

2° in de tabel betreffende het tarief worden de woorden “Schijf van de schenking” vervangen door de woorden “Schijf van het netto gedeelte”.

Art. 55. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek wordt er een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

“8° wanneer in het geval bedoeld in artikel 60bis, § 1bis, 3°, het erin bedoelde attest overgemaakt wordt aan de ontvanger binnen twee jaar na de betaling van de belasting.”

Art. 56. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— de artikelen 51, 52 en 54, 2°, die uitwerking hebben op 23 december 2005;

— artikel 53, 2°, 4° en 5° dat uitwerking heeft op 1 januari 2006;

— de artikelen 53, 3°, en 55° die uitwerking hebben op 1 januari 2006; wanneer de successieaangifte die goederen bedoeld in artikel 60bis, § 1, van het Wetboek der successierechten vermeldt, vóór de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* ingediend is zonder toepassing van het verlaagde tarief bedoeld in die bepaling, zoals gewijzigd bij dit decreet met uitwerking op 1 januari 2006, begint de termijn van twee jaar bedoeld in artikel 135, 8°, van het Wetboek der successierechten, zoals ingevoegd bij artikel 55 van dit decreet, evenwel te lopen vanaf de dag van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 57. In artikel 13 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of ten ware het bijzonder vast recht van artikel 159bis geheven werd op de eerste handeling".

Art. 58. Artikel 60, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld "of van dwingende redenen van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard. Onder dwingende reden van medische aard in de zin van dit lid wordt meer bepaald een toestand van behoefte aan verzorging voor de koper, diens echtgenoot/echtgenote, wettelijk samenwonende, kinderen of kinderen van zijn echtgenote/haar echtgenoot of wettelijk samenwonende verstaan, die opgetreden is na aankoop van de woning en waardoor die personen in de onmogelijkheid verkeren om zich werkelijk te vestigen of om de woning te blijven betrekken, zelfs bijgestaan door zijn gezin of een gezinshulporganisatie."

Art. 59. Artikel 131bis, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt:

1° de woorden "Indien de schenking betrekking heeft op financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten, in de zin van artikel 2, 1° en 2°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten" worden vervangen door de woorden

"Indien de schenking betrekking heeft op financiële instrumenten, in de zin van artikel 2, 1° en 2°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten of effecten van een vennootschap in de zin van artikel 140bis, § 3,";

2° in 1°,

— worden de woorden "financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten in de zin van voornoemde wet van 2 augustus 2002, van een vennootschap" vervangen door de woorden "financiële instrumenten of effecten van een vennootschap, betreffende een vennootschap";

— worden de woorden "in de akte zelf" vervangen door de woorden "in de akte zelf of onderaan op de akte";

3° in 2° worden de woorden "financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten" vervangen door de woorden "financiële instrumenten of effecten van een vennootschap";

4° punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° financiële instrumenten of effecten van een vennootschap:

— ofwel uitgegeven door een instelling voor collectieve belegging bedoeld in artikel 4 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles of door een instelling voor collectieve belegging in effecten bedoeld in Richtlijn 85/611/EEG tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten - (ICBE'S);

— ofwel die het voorwerp hebben uitgemaakt of uitmaken van een openbaar bod ofwel in de zin van artikel 3 van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt wanneer het bod op het Belgische grondgebied gebeurt, ofwel in een aan de wet van 16 juni 2006 gelijksoortige zin wanneer het bod op het grondgebied van een andere Staat, die al dan niet lid is van de Europese Unie, gebeurt."

Art. 60. In artikel 131ter, § 1, eerste lid van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 3 van het decreet van 15 december 2005, worden de woorden "na aftrek, in voorkomend geval, van de waarde van het beroepsgedeelte van het onroerend goed, onderworpen aan het verlaagde percentage van artikel 140bis" toegevoegd na de woorden "geheven volgens het tarief aangegeven in onderstaande tabel."

Art. 61. In artikel 134 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7 van het decreet van 15 december 2005, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Voor zover de schenking onderworpen is aan het tarief van artikel 131ter, wordt de last voor de derde eveneens als schenking belast volgens de tarieven vastgesteld:

— in artikel 131ter, § 1, wanneer de last voordeel brengt aan een bloedverwant in rechte lijn ten opzichte van de schenker of aan de echtgenoot of aan de wettelijk samenwonende van de schenker;

— in artikel 131 in de andere gevallen."

Art. 62. Artikel 137 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 9 van het decreet van 15 december 2005, wordt vervangen als volgt:

Art. 137. Ter bepaling van het op een schenking onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131ter toepasselijk tarief, wordt de desbetreffende belastbare grondslag gevoegd bij de som die heeft gediend tot grondslag van heffing op de schenkingen onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131ter welke reeds tussen dezelfde partijen zijn voorgekomen en vastgesteld werden door akten die dagtekenen van minder dan drie jaar vóór de datum der nieuwe schenking en vóór laatstbedoelde datum geregistreerd werden of verplicht registreerbaar geworden zijn.

Bij gelijktijdige schenking van goederen onderworpen aan het recht van artikel 131 en van goederen onderworpen aan het recht van artikel 131ter

1° wordt de belastbare grondslag van de schenking van de goederen onderworpen aan het recht van artikel 131ter gevoegd bij de som die heeft gediend tot grondslag van heffing op de schenkingen onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131ter, welke reeds tussen dezelfde partijen zijn voorgekomen en vastgesteld werden door akten die dagtekenen van minder dan drie jaar vóór de datum der nieuwe schenking en vóór laatstbedoelde datum geregistreerd werden of verplicht registreerbaar geworden zijn;

2° wordt de belastbare grondslag van de schenking van de goederen onderworpen aan het recht van artikel 131 gevoegd bij de som van de belastbare grondslagen :

— van de schenkingen onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131*ter*, welke reeds tussen dezelfde partijen zijn voorgekomen en vastgesteld werden door akten die dagtekenen van minder dan drie jaar vóór de datum der nieuwe schenking en vóór laatstbedoelde datum geregistreerd werden of verplicht registreerbaar geworden zijn en

— van de gelijktijdige schenking onderworpen aan het recht van artikel 131*ter*.”

Art. 63. In artikel 140, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij 12, 3°, van het decreet van 15 december 2005, worden de woorden "Indien de begiftigde" vervangen door de woorden "Indien de begiftigde vermeld".

Art. 64. Artikel 140*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 68 van het de wet van 22 december 1998 en vervangen bij artikel 20 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 1°, tweede lid, worden de woorden "in artikel 31" vervangen door de woorden "in de artikelen 131 tot 140";

2° in § 2, wordt punt 1° vervangen als volgt :

"1° het dient een onderneming te betreffen, ofwel in hoofde van de in § 1, 1° bedoelde onderneming, ofwel in hoofde van de vennootschap zelf of van de vennootschap en van haar dochtervennootschappen bedoeld in § 1, 2°, a) :

— ofwel die op de datum van de authentieke schenkingsakte personeel angeworven op grond van een arbeidscontract in de Europese economische ruimte tewerkstelt;

— ofwel waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige in Europese Economische Ruimte tewerkgestelde werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen, op de datum van de authentieke schenkingsakte;";

3° in § 2, wordt punt 3° aangevuld met de woorden "Wanneer de aangifte niet opgemaakt wordt in de akte zelf of onderaan op de akte, worden de rechten berekend tegen het tarief van de artikelen 131 tot 140 onder voorbehoud van een teruggave onder de voorwaarden van artikel 209, 7°, in welk geval de artikelen 140*bis* tot 140*octies* van toepassing zijn op de goederen waarvoor het recht teruggeven wordt."

Art. 65. Artikel 140*quinquies*, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 68 van het de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij artikel 23 van het decreet van 15 december 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "zoals toegelaten bij artikel 140*bis*, § 1" ingevoegd tussen de woorden "de onderneming verder actief blijft" en de woorden "tijdens minstens vijf jaar";

2° in het eerste lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° het totaalaantal werknemers en het totaalaantal zelfstandigen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 140*bis*, § 2, 1°, waarbij dat totaalaantal uitgedrukt wordt in voltijdse eenheden, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de authentieke schenkingsakte in jaargemiddelden op minstens 75 pct. van zijn bestand behouden blijft, ofwel als onderneming als bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 1°, of als onderneming zelf samen met haar eventuele dochtervennootschappen bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, 2°, a). Dat gemiddelde wordt berekend door het totaal van de jaargemiddelden van de voltijdse eenheden door 5 te delen voor de bovenvermelde vijf jaar.

Als een jaargemiddelde van de voltijdse eenheden geen geheel getal is, wordt het afgerond naar beneden of naar boven al naar gelang zijn eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5;

3° in het eerste lid wordt punt 4° opgeheven;

4° in het eerste lid, 5°, worden de woorden "na het overlijden" vervangen door de woorden "te rekenen vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte;";

5° in het tweed lid

— worden de woorden "of bijkomende" ingevoegd tussen de woorden "een nieuwe" en de woorden "bestemming krijgt";

— worden de woorden "of de bijkomende" ingevoegd tussen de woorden "het onroerend goed dat de nieuwe" en de woorden "bestemming als bewoning kreeg".

Art. 66. Artikel 140*septies* van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 25 van het decreet van 15 december 2005, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Art. 140*septies*. Het overeenkomstig artikel 140*quinquies*, § 2, opeisbare recht is evenwel niet opeisbaar indien het zakelijk recht op de goederen waarop het verlaagd recht werd toegepast, het voorwerp uitmaakt van een overdracht ten kosteloze titel ten voordele van de oorspronkelijke schenker alvorens de termijn van vijf jaar is verstreken gedurende dewelke de voorwaarden van artikel 140*quinquies*, § 1, moeten behouden blijven."

Art. 67. In Titel I, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een Afdeling 21 ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 21. — Akten vrijgesteld van het evenredig recht en onderhevig aan een bijzonder vast recht van 10 euro

Art. 159*bis*. § 1. Worden van het evenredig recht vrijgesteld en aan het bijzonder vast recht van 10 euro onderworpen :

1° de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* waarvan de nietigverklaring, de vernietiging, de annulering of de ontbinding minnelijk is overeengekomen tussen de partijen uiterlijk op het moment waarop de akte ter registratie wordt aangeboden op voorwaarde dat :

a) overeenkomst tot nietigverklaring, vernietiging, annulering of ontbinding ook ter registratie wordt aangeboden uiterlijk op hetzelfde moment als de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst met toepassing op die overeenkomst van het in 2° van deze paragraaf 1 bedoelde bijzonder vast recht;

b) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst nog niet vastgesteld is bij een authentieke akte;

c) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor het sluiten van de overeenkomst tot nietig verklaring, vernietiging, annulering of ontbinding is gesloten;

2° de overeenkomsten tot nietigverklaring, vernietiging, annulering of ontbinding van overeenkomsten onderworpen aan de evenredige rechten bedoeld in de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* of van overeenkomsten onderworpen aan het vast recht van punt 1° van deze paragraaf 1 op voorwaarde dat :

a) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst nog niet vastgesteld is bij een authentieke akte;

b) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor het sluiten van de overeenkomst tot nietig verklaring, vernietiging, annulering of ontbinding is gesloten.

§ 2. Worden van het evenredig recht vrijgesteld en aan het bijzonder vast recht van 10 euro onderworpen :

1° de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* waarvan de annulering voortvloeit uit de toepassing van een ontbindende voorwaarde van rechtswege uitgevoerd uiterlijk op het moment waarop de akte ter registratie wordt aangeboden op voorwaarde dat :

a) de vervulling van de ontbindende voorwaarde in een akte getekend door alle partijen en ter registratie aangeboden vastgesteld wordt uiterlijk op hetzelfde ogenblik als de ontbonden overeenkomst met toepassing op die schriftelijke akte van het bijzonder vast recht bedoeld in 2° van deze paragraaf 2; wanneer de ontbonden overeenkomst vastgesteld is bij een authentieke akte moet de vervulling van de ontbindende voorwaarde in een authentieke akte vastgesteld worden, die door alle partijen getekend wordt;

b) de ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor de datum van vervulling van de ontbindende voorwaarde gesloten is;

2° de akten die de vervulling van een ontbindende voorwaarde van rechtswege vaststellen, waarbij de ontbinding van de overeenkomsten onderworpen aan de evenredige rechten bedoeld in de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* of van overeenkomsten onderworpen aan het vast recht van punt 1° van deze paragraaf 2 als gevolg heeft, op voorwaarde dat :

a) wanneer de ontbonden overeenkomst bij een authentieke akte vastgesteld is, de vervulling van de ontbindende voorwaarde ook bij een authentieke akte getekend door alle partijen vastgesteld wordt;

b) de ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor de datum van vervulling van de ontbindende voorwaarde gesloten is."

Art. 68. Artikel 209 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van de wet van 23 december 1958, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "die uit hoofde van nietigheid ongedaan gemaakt werd" vervangen door de woorden "waarvan de nietigheid of de vernietiging verklaard of vastgesteld wordt";

2° in het eerste lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° de evenredige rechten geheven wegens een overeenkomst waarvan een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest de ontbinding of de herroeping uitspreekt of vaststelt, mits uit de beslissing blijkt dat ten hoogste één jaar na de overeenkomst een eis tot ontbinding of herroeping of tot vaststelling van ontbinding of herroeping, zelfs bij een onbevoegd rechter, is ingesteld;

3° in het eerste lid wordt een punt 3*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"3*bis* de evenredige rechten geheven overeenkomstig de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75 wegens een overeenkomst die het voorwerp heeft uitgemaakt van een vermindering van de verkoopprijs uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest met het oog op de waarborg van de verkoper overeenkomstig de artikelen 1637 en 1644 van het Burgerlijk Wetboek, mits uit de beslissing blijkt dat ten hoogste één jaar na de overeenkomst een eis die hoofdzakelijk of subsidiair is gegrond op die bepalingen, zelfs bij een onbevoegd rechter, is ingesteld; de teruggave is gelijk aan het bedrag van de evenredige rechten betaald op het gedeelte van de aankoopprijs dat terugbetaald is door de verkoper of zijn rechthebbenden zonder dat die teruggave evenwel als gevolg kan hebben dat het evenredige recht betreffende de overdracht onder bezwarende titel van dat onroerend goed geheven wordt op een totale belastbare grondslag kleiner dan de verkoopwaarde van het onroerend goed rekening houdende met zijn werkelijke staat op het moment van de aankoop";

4° in het eerste lid worden een punt 3*ter* en een punt 3*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"3*ter* de evenredige rechten geheven overeenkomstig de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* wegens een overeenkomst waarvan de nietigverklaring, de vernietiging, de annulering of de ontbinding minnelijk is overeengekomen tussen de partijen op voorwaarde dat :

a) de overeenkomst tot nietigverklaring, vernietiging, annulering of ontbinding ter registratie is aangeboden uiterlijk op hetzelfde ogenblik als de aanvraag tot teruggave;

b) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst nog niet vastgesteld is bij een authentieke akte;

c) de nietig verklaarde, vernietigde, geannuleerde of ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor het sluiten van de overeenkomst tot nietig verklaring, vernietiging, annulering of ontbinding is gesloten;

"3*quater* de evenredige rechten geheven overeenkomstig de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* wegens een overeenkomst waarvan de ontbinding voortvloeit uit de toepassing van een ontbindende voorwaarde van rechtswege op voorwaarde dat :

a) de vervulling van de ontbindende voorwaarde vastgesteld is in een akte getekend door alle partijen en ter registratie is aangeboden uiterlijk op hetzelfde ogenblik als de aanvraag tot teruggave;

wanneer de ontbonden overeenkomst bij een authentieke akte vastgesteld is, moet de vervulling van de ontbindende voorwaarde ook bij een authentieke akte getekend door alle partijen vastgesteld worden;

b) de ontbonden overeenkomst niet meer dan één jaar voor de datum van vervulling van de ontbindende voorwaarde gesloten is";

5° in het eerste lid wordt er een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"7° de rechten geheven indien de begiftigde de voorwaarden bedoeld in artikel 140*bis*, § 2, 3°, in de akte zelf of onderaan op de akte niet heeft vervuld, wanneer die begiftigde, in het geval bedoeld in artikel 140*bis*, § 2, 3°, laatste lid, een aanvraag indient om in aanmerking te komen voor het verlaagde percentage van artikel 140*bis* binnen twee jaar na het aanbieden van de akte ter registratie; de begiftigde die de toepassing van het verlaagde recht vraagt, moet in die aangifte verklaren dat de voorwaarden van artikel 140*bis* vervuld zijn en moet de getekende aangifte en de stukken bedoeld in artikel 140*bis*, § 2, 3° die erbij moeten worden gevoegd, daarbij voegen; die aanvraag heeft hetzelfde gevolg als de gemotiveerde aanvraag bedoeld in artikel 2172";

6° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Behalve in het geval van het eerste lid, 3°*bis*, geschiedt de teruggaaf desvoorkomend onder aftrekking van het algemeen vast recht. In het geval van de teruggaven bedoeld in de artikelen 2°, 3°, 3°*ter* en 3°*quater* geschiedt de teruggaaf evenwel bij wijze van afwijking onder de enige aftrekking, in voorkomend geval, van het bijzonder vast recht van 10 euro bedoeld in artikel 159*bis*."

Art. 69. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— artikel 63 dat uitwerking heeft op 23 december 2005;

— de artikelen 64, 2° en 65, 1°, 2°, 3° en 4° en 66, die uitwerking hebben op 1 januari 2006;

— de artikelen 64, 3°, en 68°, 5°, die uitwerking hebben op 1 januari 2006; wanneer een akte betreffende goederen bedoeld in artikel 140*bis*, § 1, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten aan het voor de schenkingen bepaalde registratierecht onderworpen is vóór de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* zonder toepassing van het verlaagde recht bedoeld in die bepaling, zoals gewijzigd bij dit decreet met uitwerking op 1 januari 2006, begint de termijn van twee jaar bedoeld in artikel 209, 7°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zoals ingevoegd bij artikel 68, 5°, van dit decreet, evenwel te lopen vanaf de dag van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*;

— artikel 58 dat van toepassing is op alle aankopen waarvoor de termijnen van vijf jaar of drie jaar, volgens het geval, die bedoeld zijn in artikel 60 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten nog niet verstreken zijn op de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*;

— artikel 68, 1°, 2°, 3°, 4° en 6°, dat van toepassing is op de overeenkomsten onderworpen aan de evenredige rechten bedoeld in de artikelen 44 tot 71, 72, tweede lid, 74 en 75, 109 tot 114, 131 tot 140*octies* van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten die niet meer dan twee jaar voor de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* zijn gesloten.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 70. In artikel 97*quinquies*, tweede lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 5 maart 2008 wordt er een derde streepje toegevoegd, luidend als volgt :

"— is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro voor de voertuigen die bedoeld zijn in artikel 2, § 2, tweede lid, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en die onder het bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen ingeschreven zijn."

Art. 71. Artikel 97*septies*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van het decreet van 5 maart 2008, wordt een derde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

"— is het bedrag van de ecomalus gelijk aan 0 euro voor de voertuigen die bedoeld zijn in artikel 2, § 2, tweede lid, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en die onder het bijzondere kentekenplaat zoals bedoeld in artikel 4, § 3, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen ingeschreven zijn."

Art. 72. Dit hoofdstuk van dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 980 (2008-2009) Nrs. 1 et 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking. — Stemmingen.